



HAL
open science

“ L'impossible incarnation d'une monarchie. Une crise de la régence du dernier Habsbourg d'Espagne ”,

Héloïse Hermant

► To cite this version:

Héloïse Hermant. “ L'impossible incarnation d'une monarchie. Une crise de la régence du dernier Habsbourg d'Espagne ”. Revue de synthèse, 2013, 134 (134), p. 185-220. <10.1007/s11873-013-0218-7>. <halshs-03614489>

HAL Id: halshs-03614489

<https://shs.hal.science/halshs-03614489v1>

Submitted on 7 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

L'impossible incarnation d'une monarchie. Luttres de pouvoir et légitimités concurrentielles dans la crise de la régence du dernier Habsbourg d'Espagne (1668-1669)

Paru dans : *Revue de Synthèse*, n° 134-2, 2013, p. 186-220.

L'historiographie politique espagnole s'organise en deux courants principaux. Le premier offre une histoire des rouages de la monarchie, reposant sur une documentation pléthorique, ce qui lui permet de jouer des échelles et des ancrages géographiques. Cette histoire assez juridique s'est progressivement enrichie en s'intéressant aux hommes qui portent les institutions, aux logiques de réseaux et au clientélisme¹. Ainsi, la famille reconsidérée à travers son capital relationnel, devient facteur de cohésion de la monarchie². Le deuxième courant de recherche, lui aussi marqué par l'histoire du droit, présente plutôt une histoire des idées issue de l'examen du large éventail des discours relatifs au pouvoir : traités de bon gouvernement (miroirs du prince, opuscules consacrées au *valido* ou à la « politique chrétienne »), « sermons politiques », écrits arbitristes, satires, *comedia*, etc³. L'analyse du langage iconographique et du cérémonial complète l'étude de ces imaginaires politiques, en adoptant une grille de lecture sémiotique faisant la part belle au symbolique⁴.

Il est frappant de constater que l'on a rarement tenté de faire dialoguer ces deux courants. Certes, les chercheurs ne se sont pas désintéressés des rapports entre doctrine et action, théories, représentations et pratiques, et certaines initiatives ont produit des études fécondes et

¹ Descimon, Robert, Schaub, Jean-Frédéric, Vincent, Bernard, eds., *Les Figures de l'administrateur*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997 ; Elliott, John H., *Oliveros (1587-1645)*, Paris, Robert Laffont, 1992 ; Escudero, José Antonio, *Los Secretarios de Estado y del Despacho (1474-1724)*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1974 ; Fayard, Janine, *Les Membres du Conseil de Castille à l'époque moderne (1621-1746)*, Paris et Genève, Droz, 1979 ; Pelorson, Jean-Marc, *Les Letrados. Juristes castillans sous Philippe III. Recherche sur leur place dans la société, la culture et l'État*, Le Puy-en-Velay, 1980.

² Carrasco Martínez, Adolfo, « Un modelo para el estudio de las formas de sociabilidad en la Edad moderna. Las clientelas señoriales », *Mélanges de la Casa Velázquez*, XXX, 2, 1994, p. 117-129 ; Dedieu, Jean-Pierre, Windler, Christian, « La familia: ¿una clave para entender la historia política? El ejemplo de la España moderna », *Studia Historica. Historia moderna*, n° 18, 1998, p. 201-236.

³ Álvarez-Ossorio Alvariño, Antonio, « Virtud coronada: Carlos II y la piedad de la casa de Austria », in Fernández Albadaejo, Pablo, Martínez Millán, Juan, Pinto Crespo, Vincente, coords., *Política, religión e inquisición en la España moderna. Homenaje a Joaquim Pérez Villanueva*, Madrid, UAM, 1996, p. 29-57 ; Cárceles de Gea, Beatriz, « Voluntad e iuridictio: obediencia, ejecución y cumplimiento de la voluntad real en la corona de Castilla en el siglo XVII », in Asociación Española de Historia Moderna, reunión científica, *Monarquía, imperio y pueblos en la España moderna*, Madrid, 1997, p. 663-677 ; Dubet, Anne, « L'arbitrisme : un concept d'historien ? », *Cahier du Centre de Recherches historiques*, n° 24, avril 2000, p. 141-167 ; Greer, Margaret, *The Play of Power. Mythological Court Dramas of Calderón de la Barca*, Princeton University Press, 1991 ; Negro del Cerro, Fernando, *Los Predicadores de Felipe IV. Corte, intrigas y religión en la España del Siglo de Oro*, Madrid, Actas, 2006.

⁴ Bouza Álvarez, Fernando, « La magestad de Felipe II. Construcción del mito real », in Martínez Millán, Juan, dir., *La Corte de Felipe II*, Madrid, Alianza Editorial, 1994, p. 37-72 ; Brown, John, Elliot, John, *A Palace for a king. The Buen Retiro ad the court of Philip IV*, Yale University Press, Londres, 1980 ; Minguéz, Vincente, *Los Reyes solares. Iconografía astral de la monarquía hispánica*, Castelló de la Plana, Universitat Jaume I, col·leció Humanistats, n° 7, 2001.

novatrices⁵. Mais le fragile équilibre entre les deux pôles est en général rarement tenu. Soit on octroie un pouvoir démesuré à la norme de sorte que les acteurs semblent être les exécutants d'un métadiscours juridique, voire sont évacués de l'horizon d'investigation, comme écrasés par la prégnance des textes normatifs érigés en transcendances sémiotiques. Soit, au contraire, on s'attache à mettre en évidence l'écart qui séparerait les grands principes, des stratégies d'ascension sociale ou des politiques à l'œuvre. Tantôt la mise à l'épreuve historiographique des réalités dépouille les protagonistes de leur capacité à agir sur le monde et à s'appropriier les normes par les pratiques, tantôt elle les fait basculer dans le pur cynisme ; il ne reste alors à l'observateur qu'à leur allouer un degré d'expertise en duplicité.

Or, dans une historiographie qui a replacé au cœur du champ de recherches l'analyse des équilibres de pouvoir dont le *valimiento* est la clef de voûte au XVIIe siècle, cette coupure a d'importantes conséquences, notamment à propos de la notion, centrale dans cette perspective, de légitimité dont, on peut presque dire qu'elle se situe dans un angle mort de l'historiographie. En effet, l'approche dominante de la légitimité, à l'époque moderne, reste essentialiste. Elle apparaît comme un concept clos et hybride, mêlant droit, religion et morale, dont l'objectif est de rendre intelligible la soumission volontaire des sujets à l'égard d'un gouvernant parce qu'ils la reconnaissent comme bonne et nécessaire –ou, *a minima*, comme la moins mauvaise possible et indispensable de surcroît. La pensée wébérienne, qui raisonne en termes d'adhésion des individus à des normes et des principes auxquels ils acceptent d'obéir, structure -consciemment ou pas- ce discours, ce qui soulève un certain nombre de problèmes, en particulier dans des régimes non contractualistes au sens où l'entendait Rousseau. En effet, ce modèle statique, parce qu'il omet la dimension processuelle et interactionniste du phénomène, alors même qu'il a vocation à rendre compte d'une relation - une domination acceptée en l'occurrence-, c'est-à-dire d'un lien politique et non d'une essence, n'éclaire nullement ce paradigme flou et ductile qu'est le bien commun et rend difficile de démêler le poids des normes, des pratiques, des habitudes et des conjonctures

⁵ Benigno, Francisco, « Immagini del valimiento nei testi politici dell'epoca di Calderón », in Alcalá-Zamora, José, Belenguer, Ernest, coords., *Calderón de la Barca y la España del Barroco*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2001, vol. I, p. 693-706 ; Carrasco Martínez, Adolfo, « El Estoicismo, una ética para la aristocracia del barroco », in Alcalá-Zamora, José, Belenguer, Ernest, coords., *Calderón de la Barca y la España del Barroco*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2001, vol. I, p. 305-330; Carrasco Martínez, Adolfo, « Los Grandes castellanos ante el valimiento », in Aranda Pérez, Francisco José, coord., *La Declinación de la monarquía hispánica en el siglo XVII*, Cuenca, Ediciones de la Universidad de Castilla-La Mancha, 2004, p. 607-616; Durán, Julián, « Le roi prudent ou le roi machiavélique ? La guerre des images à la fin du règne de Philippe II », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 33-1, 2003, p. 239-273 ; Ruiz Ibañez, José Javier, *Felipe II y Cambrai : el consenso del pueblo. La soberanía entre la práctica y la teoría política (1595-1677)*, Madrid, Sociedad estatal para la conmemoración de los centenarios de Felipe II y Carlos V, 1999.

singulières, ainsi que la part respective des gouvernants et des gouvernés qui, de surcroît, ne constituent pas toujours des blocs monolithiques, ils peuvent entrer en négociation, se reconfigurer, etc.

De fait, les études qui prennent de front la question de la légitimité sont rares. La notion est en général appréhendée par touches, comme effleurée, à l'occasion de la réalisation du portrait du bon souverain. Fortes d'un corpus normatif livresque et juridique (miroirs de prince et autres traités discutant du pouvoir, etc.), ces analyses aboutissent à dresser une liste des traits saillants du gouvernant légitime, qu'il s'agisse de qualités morales et chrétiennes ou de vertus davantage tournées vers l'action à l'instar de la prudence aristotélicienne permettant de faire les justes choix et de bien s'entourer. Le principe dynastique d'une élection divine infaillible intervient alors pour garantir que le roi en place est le seul à pouvoir incarner cette perfection. Les travaux qui partent des suppliques ou des discours contestataires (satires, écrits dénonçant la figure repoussoir du tyran, etc.) livrent un résultat similaire en élaborant un portrait en creux du bon souverain⁶. Mais du coup, la notion de légitimité assimilée à un catalogue extensif à l'infini de vertus, est fossilisée sans être questionnée de l'intérieur.

Les analystes qui raisonnent en termes de légitimation, et qui introduisent donc une dimension dynamique, s'extirpent pourtant, eux aussi, difficilement d'une définition essentialiste et, partant, réfléchissent peu aux relations entre théorie et action. Les études consacrées aux phénomènes de « propagande » à l'époque moderne, extraient un contenu normatif des discours à la gloire du souverain, sans toujours s'inquiéter de savoir si un monarque de droit divin doit chercher le consentement de ses sujets. Est-ce vraiment la légitimation que le pouvoir vise ? Ne serait-ce pas plutôt l'acceptation et donc l'obéissance que l'on cherche à motiver par le truchement d'un dispositif textuel, iconographique et cérémoniel qui active les ressorts du respect, de la crainte et de l'amour ? Dans ce cas, les écrits dits de propagande ne donnent pas au chercheur de réelle prise sur la question de la légitimation mais permettent plutôt de réfléchir aux mécanismes de domination. Par ailleurs, l'entreprise postulée de légitimation du pouvoir tourne souvent à l'étude autarcique du corpus documentaire dont on ne peut que tirer un catalogue vague et non spécifique des qualités du bon gouvernant ressassant un nombre restreint d'axiomes. La dimension processuelle se voit escamotée dans la proclamation de l'intention de

⁶ Il faut réserver une place particulière au cas des conflits de juridiction. La violation par le souverain de lois constitutionnelles – *fueros*- propres à certains royaumes de la monarchie (Aragon, Catalogne, etc.) se prête bien à une mise à plat juridique du problème. Le catalyseur du processus de délégitimation trouve ici son expression la plus simple : le non respect d'un pacte législatif. Mais tous les conflits de légitimités sont loin de correspondre à cette configuration élémentaire et nous avons précisément choisi pour objet d'étude un cas qui ne s'y conforme pas.

légitimation de la part du pouvoir sans nourrir de plus ample réflexion. D'autres enquêtes placent au cœur de leur démarche les dynamiques de (dé)légitimation et donc les rapports entre normes et action, théories et pratiques. Ainsi en va-t-il des études consacrées à l'épineuse question du machiavélisme et de la raison d'État. Cet angle d'attaque présente le mérite de poser la réflexion en termes de *praxis* du pouvoir et ouvre sur des questions essentielles relatives à l'autonomisation problématique d'une « science » politique ou plus modestement d'une « culture politique » dégagée de sa gangue chrétienne et morale⁷. Cependant, bien des analyses reviennent plutôt à démonter les artefacts rhétoriques élaborés pour prévenir un désaccord ou une résistance, à une politique non conforme à la raison chrétienne. En d'autres termes, il s'agit de repérer les manières d'occulter et de justifier la discordance entre pratique du pouvoir et déclarations de principe conformes aux devoirs du souverain légitime ou plus modestement de signaler l'existence d'un tel décalage. Cette démarche suscite quelques réserves. En se focalisant sur les moyens de ne pas se délégitimer, on aborde la question de la légitimation par un biais si spécifique qu'il interdit d'en saisir toute la complexité. Par ailleurs, ces recherches restent souvent cantonnées à l'étude de textes théoriques, normatifs ou prescriptifs, ce qui la prive de tout ancrage dans la réalité sociopolitique autre que discursif. Enfin, l'emploi récurrent que les historiens font de la notion de machiavélisme ou de l'expression de « raison d'État », force l'attention sur l'historicité des concepts trop souvent gommée au nom d'une transivité faussement évidente du mot à la chose.

Il faut prendre soin de dégager certaines assignations lexicales de leur charge guerrière avant de les interroger, car, autant qu'un reflet, le langage est un facteur de construction des réalités historiques. Or, la qualification de « machiavélisme » que l'on trouve dans la documentation ne désigne pas nécessairement un contenu précis et relève bien souvent de stratégies de stigmatisation visant à décrédibiliser un adversaire. Il semble donc périlleux d'explorer en creux le problème de la légitimité, en s'appuyant sur la seule collecte des accusations de « machiavélisme » qu'il s'agirait d'explicitier pour livrer un catalogue des méfaits du tyran. Chaque concept renvoie à des significations et à des enjeux sociopolitiques précis qu'on doit appréhender sous un mode pragmatique en contextualisant ses fonctions, ses usages et ses impacts. Par ailleurs, l'anachronisme guette dès lors qu'on méconnaît la représentation qu'une époque a d'elle-même.

⁷ Fernández-Santamaría, José Antonio, *Razón de Estado y política en el pensamiento español del barroco (1595-1640)*, Madrid, 1986; Méchoulan, Henry, « La raison d'État dans la pensée espagnole du siècle d'Or (1550-1650) », in Zarka, Yves Charles, dir., *Raison et déraison d'État : théoriciens et théories de la raison d'État aux XVIe et XVIIe siècles*, PUF, Paris, 1994, p. 245-263 ; Merle, Alexandra, « Un aspect de l'antimachiavélisme des jésuites : le *Prince chrétien* de Pedro de Ribadeneyra entre simulation et dissimulation » in Guillaume-Alonso, Araceli, Merle, Alexandra, Molinié, Annie, dirs., *Les Jésuites en Espagne et en Amérique*, Collection Iberica, n° 18, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2007, p. 111-140.

Travaillant sur la notion d'État dans l'Espagne moderne, Jean-Frédéric Schaub a insisté, pour sa part, sur l'inadéquation de l'expression « raison d'État » quand on l'applique aux Habsbourg d'Espagne. La monarchie composite espagnole telle que la percevaient les sujets de Charles II correspond à un ensemble de royaumes obéissant chacun à un régime juridictionnel spécifique induisant un ensemble de droits et de devoirs qui l'unissent au souverain. Le souverain est le trait d'union indispensable entre tous ces royaumes dont l'ensemble de constitue pas une « nation Espagne » car bien que la cohésion de la monarchie tienne à des jeux de réseaux clientélares qui interdisent d'opposer centre et périphérie, la possibilité de négocier en permanence avec le roi demeure essentielle pour les royaumes⁸. Contrairement au cas français donc, on ne détecte pas d'impulsion de fond vers une centralisation, pas plus qu'on n'identifie de processus d'impersonnalisation de la figure royale⁹. Ou, ce qui revient au même, on ne repère aucun mouvement d'autonomisation d'une raison d'État intimement liée, chez les Bourbons, à la scission entre sujet et croyant instaurée par l'Édit de Nantes pour mettre fin aux guerres de religion¹⁰. En l'absence de théorie et de systèmes impossibles à concevoir à une époque où la notion d'État demeure problématique et où tout gravite autour de la figure du roi, les contemporains concevaient le système de gouvernement, le pouvoir et la figure du souverain sur un mode analogique. Un ensemble de métaphores désigne couramment le système de domination, en référence au corps humain ou au système solaire. S'il n'y a pas d'État au sens où nous l'entendons actuellement, on ne saurait donc invoquer de « raison d'État »¹¹. En revanche, ce que ce syntagme anachronique entrevoit peut-être est l'émergence problématique d'une « Raison » propre au gouvernement, déprise de la tutelle du religieux¹².

⁸ Elliott, John H., « A Europe of Composite Monarchies », *Past and Present*, n° 137, 1992, p. 48-71; Fernández Albaladejo, Pablo, *Fragmentos de monarquía*, Madrid, 1992; Schaub, Jean-Frédéric, éd., *Recherche sur l'histoire de l'État dans le monde ibérique, 15e-20e siècle*, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure, 1993; Schaub, Jean-Frédéric, « L'histoire politique sans l'État : mutations et reformulations », in *Historia a debate (actas del congreso internacional « A historia a debate » celebrado el 7-11 de julio de 1993 en Santiago de Compostela)*, t. III : Saint-Jacques de Compostelle, Carlos Barros, 1995, p. 217-234.

⁹ Aguilar, Christine, « L'institution d'un prince : leçons d'art de gouverner adressées à Baltasar Carlos de Austria (1629-1646) », in *CRES, Pouvoir, écriture et société en Espagne aux XVI et XVIIème siècles. Hommage du CRES à Augustin Redondo*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2001, p. 77-114

¹⁰ Christin, Olivier, *La Paix de religion. Automatisation de la raison politique au XVIe siècle*, Paris, Seuil 1997; Christin, Olivier, « La formation étatique de l'espace savant. Les colloques religieux des XVIe-XVIIe siècles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 133, juin 2000, p. 53-62; Jouhaud, Christian, « La tactique du lierre : sur "L'État au miroir de la raison d'État" », *Miroirs de la Raison d'État, Cahiers du centre de recherches historiques*, avril 1998, n° 20, p. 39-49; Sénellart, Michel, « Autonomie et hétéronomie de la politique : la question de la finalité », *Miroirs de la Raison d'État, Cahiers du centre de recherches historiques*, avril 1998, n° 20, p. 19-29.

¹¹ Schaub, Jean-Frédéric, *Le Portugal au temps du Comte duc d'Olivares (1621-1640). Le conflit de juridiction comme exercice de la politique*, Madrid, Casa de Velázquez, 2001.

¹² Aranda Pérez, Francisco José, Rodrigues, José Damião, eds., *De Re Publica Hispaniae. Una vindicación de la cultura política en los reinos ibéricos en la primera modernidad*, Madrid, Silex, 2008; Fernández Albaladejo, Pablo, « El pensamiento político : perfil de una "política propia" », in Alcalá-Zamora, José, Belenguer, Ernest,

Nous voudrions, dans le présent article, tenir ensemble ces deux pôles : l'histoire des luttes de pouvoir et l'histoire intellectuelle des normes et des imaginaires politiques. Nous partirons d'une étude de cas, la crise de la régence du dernier Habsbourg d'Espagne, qui a pris la forme inédite d'une guerre de plumes, battant son plein de 1668 à 1669 et monopolisant l'espace public presque un an durant. Cette séquence événementielle fait interagir, à travers le formidable matériau discursif que tissent les centaines de libelles, satires et manifestes qui se répondent, mais également à travers l'ensemble des événements politiques et le basculement des rapports de forces, ces deux dimensions et permet au chercheur de les appréhender d'un seul tenant. Par ailleurs, en ouvrant un conflit de légitimité ou plutôt un « conflit en légitimation », cet épisode permet d'éclairer un angle mort de l'analyse historique : la dimension processuelle d'un phénomène qui s'éprouve quotidiennement plus qu'il ne se définit une fois pour toutes.

Pour étudier les ressorts de la légitimation, retenons donc qu'il convient de s'inscrire dans une culture de la négociation qui recourt à un langage particulier transcrivant une façon spécifique de concevoir le corps sociopolitique où le souverain incarne la monarchie et ses sujets et dont il ne faut pas perdre la sédimentation historique. C'est donc à travers le langage et les discours tenus dans les libelles qui sont tout autant des textes d'action, pour reprendre l'expression de Christian Jouhaud, que nous tenterons d'approcher sur le vif, cette question, en nous inspirant de certains principes établis par l'École de Cambridge et par les *Geschichtliche Grundbegriffe*¹³. Sans suivre le *linguistic turn*, ni une quelconque approche déconstructionniste qui voudrait étudier des sociétés comme des textes, l'article cherchera déchiffrer les écrits au regard de l'horizon conflictuel qui

coords., *Calderón de la Barca y la España del Barroco*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2001, vol. I, p. 675-692; Fernández Albaladejo, Pablo, «Unión de armas, autonomías de cuerpos: sobre los lenguajes de unión en la Monarquía Católica, 1590-1630», in Reyes García Hurtado, Manuel, coord., *Modernitas: estudios en homenaje al Profesor Baudilio Berreiro Mallón*, Madrid, 2008, p. 111-120.

¹³ Jouhaud, Christian, *Mazarinade : la Fronde des mots*, Paris, Aubier, 1985 ; L'École de Cambridge se situe à l'intersection de la philosophie, de l'histoire, de la science politique et de la linguistique et revendique une histoire intellectuelle contextualisée, soucieuse de la singularité des conjonctures historiques et prenant la mesure de la dimension discursive du réel, sans l'y réduire. Partant du constat que toute société se caractérise par une palette de langages qui s'interpénètrent et dont les protagonistes peuvent jouer dans le cours de l'action sociale, les tenants de cette École débusquent les « jeux de langage » en fonction desquels un discours revêt une signification à chaque fois singulière. Sur ce terrain, ils étudient ce que fait un acteur en écrivant un texte en synergie avec d'autres types de textes dessinant les pourtours du « contexte idéologique » et ce qu'il fait, en écrivant un texte en relation avec une action politique spécifique forgeant un « contexte pratique ». Le croisement de ces deux axes permet d'éclairer les relations entre l'action politique et l'idéologie en mettant à nu les ressorts qui peuvent moduler cette dernière. ; Le programme d'historiographie sémantique des *Geschichtliche Grundbegriffe*, animé entre autres par Reinhart Kosseleck, vise à historiciser et dénaturer les usages lexicaux. Plus que des mots isolés, ce programme prend en compte des champs lexicaux caractérisés par des réseaux structurés. Par ailleurs, il analyse les relations entre concepts langagiers et pratiques non langagières (gestes, images, etc.)

marque le moment de leur production afin de saisir au sein même des écrits ce qui se manifeste des intentions du scripteur, comment les contemporains pouvaient comprendre, recevoir et accepter ces discours et comment certaines normes et idéologies ont pu ainsi se modifier.

La mort de Philippe IV en septembre 1665 ouvre une période de régence marquée par une forte instabilité. Le testament du « Roi Planète » avait confié le pouvoir à la reine-mère Mariana et à une Junte de gouvernement censée l'assister jusqu'à la majorité du jeune Charles II en novembre 1675. Profitant du flou entourant les dispositions testamentaires, Mariana restitue *de facto* le *validismo* en la personne de son confesseur Nithard, un jésuite allemand qui l'avait suivie à Madrid depuis Vienne et qui lui devait tout. Les entorses au testament, le mécontentement d'une partie des élites politiques qui s'estiment lésées par la nouvelle répartition du pouvoir, l'isolement de Nithard, les désastres de la politique extérieure – notamment l'indépendance du Portugal en 1668 - et le marasme économique dans lequel la monarchie s'abîme fragilisent la reine et les institutions. En octobre 1668, l'affaire don Juan fait basculer la régence dans une grave crise politique.

Don Juan José de Austria, fils bâtard de Philippe IV, général glorieux et politique ambitieux, avait été maintenu loin des arcanes du pouvoir par la reine qui se défie de lui. À la suite d'un *imbroglio* judiciaire, ce prince est accusé sans preuves d'avoir voulu assassiner Nithard. Prévenu qu'une troupe venait l'incarcérer, il fuit sa résidence de Consuegra pour rejoindre la Catalogne, laissant à l'intention de Mariana une lettre-manifeste où il clame son innocence et dénonce les manigances d'un confesseur acharné à sa perte. C'est le début d'une campagne d'opinion sans précédent, structurée par des lettres ouvertes imprimées de don Juan et relayée par une kyrielle de textes polémiques visant à discréditer le *valido*. En assimilant sa propre cause à la défense du bien commun, en diabolisant Nithard, don Juan transforme une affaire opposant deux particuliers en affaire d'État. Le prince présente l'exil du jésuite comme une mesure de salut public et se pose en défenseur de l'Espagne accablée par la « tyrannie » du confesseur. Amalgamant les mécontentements les plus divers, don Juan prend la tête d'un vaste mouvement d'opinion qui se concrétise dans une marche armée sur Madrid qui soulève l'enthousiasme des populations. Bien qu'aucun heurt n'éclate, la pression est telle que la reine cède le 25 février 1669 et renvoie son confesseur comme le lui avaient demandé les Conseils puis la Junte de gouvernement. Pour la première fois, un souverain se trouve contraint d'exiler son *valido*. À la suite d'âpres négociations, don Juan disperse ses troupes – malgré les protestations de certains de ses partisans qui l'enjoignaient de marcher sur la capitale - et obtient le poste de vicaire-général d'Aragon sans plus être inquiété.

La convulsion politique qui oppose la reine à don Juan est une crise atypique dans l'histoire politique espagnole ; elle n'appartient ni aux conflits dynastiques où la violence joue un rôle-clé, ni aux cas de violation manifeste d'un pacte originel¹⁴. Dans ces deux catégories, la dimension juridique apparaît centrale car elle fonde la légitimité de chacun des partis aux prises et donne naissance à des controverses où ces légitimités concurrentielles s'affrontent par le biais de manifestes. Il s'agit principalement pour les acteurs de convaincre et de mobiliser le plus largement possible pour constituer et fortifier les camps rivaux sur un arrière fond de déchaînement de violence voire de guerre civile.

La crise de 1668-1669 relève d'une autre logique par le statut singulier de la violence, le rôle pivot de la publicité – on parle de guerres de plumes- et le rôle limité de la dimension juridique. Le flou du testament de Philippe IV prive les protagonistes d'un capital suffisant de légitimité et les empêche de mobiliser en leur faveur un arbitre suprême, un *deus ex machina*, comme peut l'être parfois le roi ou le pape¹⁵. La publicité n'a donc pas vocation, dans notre cas, à diffuser une légitimité préexistante. Cependant, on ne saurait pour autant réduire la crise de la régence au maniement de l'opinion par un ambitieux, c'est-à-dire à un coup d'État –un *pronunciamento*- comme l'affirme la vulgate historiographique¹⁶. La crise ouvre plutôt une scène sur laquelle chacun des camps tente d'acquiescer une stature de défenseur du bien commun selon un processus de légitimation/dé légitimation où, comme dans un jeu à somme nulle, ce que gagne un acteur l'autre le perd. Outrepasant la simple fonction de médiatisation, la publicité offre la tribune qui permet au bâtard royal de se forger une stature de héros des Espagnols opprimés ; elle gagne alors une valeur intrinsèque. En fait, la séquence ouverte par don Juan, souvent présentée comme le surgissement de la modernité politique par le maniement de campagnes d'opinion, permet au contraire de casser les fausses analogies¹⁷. L'émergence, dans un contexte précis, des guerres de plumes renvoie à une manière bien particulière de concevoir le corps social et de mettre en pratique la politique. Redisons-le, elle invite à souligner l'historicité et la dimension processuelle des paradigmes de légitimité et de légitimation si négligée par l'historiographie et elle montre que si le discours et la polémique gisent bien au cœur des événements, la dynamique qui les meut n'a rien de comparable avec ce qui se produira au XIXe et au XXe siècles.

¹⁴ Le mépris des *fueros* qui fut un catalyseur des soulèvements portugais et catalan de 1640

¹⁵ La violence est verbale ; elle est manifestée dans une complexe scénographie sans jamais devenir effective.

¹⁶ Voir par exemple : Castilla Soto, Josefina, *Don Juan José de Austria (hijo bastardo de Felipe IV) : su labor política y militar*, Valladolid, UNED, 1992.

¹⁷ Albrecht von Kalnein présente l'action de don Juan comme symptomatique de l'irruption de l'opinion publique sur la scène politique : Kalnein, Albrecht, von, *Juan José de Austria en la España de Carlos II. Historia de una regencia*, Lleida, Milenio, 2001.

Nous suivrons d'abord les processus de (dé)légitimation conjoints de la reine et du bâtard royal pour montrer, à travers la question du discrédit des institutions, comment interagissent autorité, réputation et obéissance en faisant la part belle aux effets de visibilité politique que produit la multiplication des supports de parole (libelles, manifestes, etc.), c'est-à-dire au rôle que joue la publicité dans cette mécanique complexe. Puis nous chercherons à déterminer les nombreux paradigmes de légitimité à partir du topique du bien commun. Enfin, à travers une réévaluation de la qualification erronée de « coup d'État », l'article tentera de souligner les limites qu'une monarchie d'Ancien Régime impose aux « chercheurs de légitimité » dans la mesure où aucune légitimité concurrentielle n'est à l'époque concevable, le roi restant source de toute juridiction. Cette démarche contextualisante ne pose pas la culture en système cohérent et autonome correspondant à un modèle linguistique anhistorique. Elle permet de cerner de manière pragmatique, le fonctionnement interne d'une culture nullement close sur elle-même, car prise dans des enjeux sociaux et politiques qu'elle infléchit et qui la modifient en retour.

I- Jeux d'acteurs : autorité, réputation et obéissance

1- Le discrédit et la perte de l'autorité de la reine et des institutions

Les contemporains ont été frappés par le processus conjoint de délégitimation des autorités et de légitimation du bâtard royal qui s'est opéré, sur fond de désagrégation du corps politique et social¹⁸. La campagne de lettres ouvertes en 1668-1669 a déstabilisé les institutions (la régente, le *valido* et les conseils) au point de les priver de tout crédit. Don Juan s'en trouve doté d'un authentique contrepouvoir. Les commentaires sur le vif ou les récits plus distanciés des contemporains placent les notions d'autorité, d'obéissance et de réputation au cœur de l'argumentation qu'elle soit polémique ou dialogique.

Une dépêche du chevalier de Grémonville à Louis XIV montre ce processus de discrédit des autorités¹⁹. Le chevalier rapporte, qu'à la nouvelle du renvoi de Nithard, la mère de l'empereur aurait déclaré à son fils : « Que c'était là une brèche à l'autorité royale, que don Juan n'en resterait pas là et que si elle avait été à la place de la reine, plutôt que de céder, elle aurait accepté l'offre du roi de France qui mettait à sa disposition toutes les forces pour la garantir de cette violence ». À quoi lui rétorque le marquis de Malagon : « Si la reine y avait seulement pensé, on l'aurait enfermée dans un couvent ». La remarque, saisissante, résonne en écho à un pasquin cloué sur la porte du Palais Royal de Madrid qui signifiait par cette agression symbolique le basculement des rapports de forces en faveur du prince. Ce texte menaçant clamait : « Pour la

¹⁸ Archives du Ministère des Affaires Étrangères (=AMAE), Correspondance Politique (=CP), Section Autriche, n° XXXII. Lettre de Louis XIV au chevalier de Grémonville, datée du 29 mars 1669, de Saint-Germain.

¹⁹ AMAE, CP, Section Autriche, n° XXXII, 11 avril 1669.

Reine, il y a les Déchaussées²⁰/ Et pour le Roi, il y a un tuteur/ Si on ne change pas le gouvernement/ En bannissant le confesseur »²¹. La réponse de l'impératrice-mère souligne en effet le discrédit dont souffre Mariana. Prolongeant le scénario fictif où la régente, ayant refusé de céder, aurait effectivement été enfermée aux Descalzas, elle rétorque, désabusée, « Au moins, elle aurait emporté dans un couvent sa réputation »²².

Si l'on suit la pensée de l'impératrice-mère, Mariana a perdu tout prestige parce qu'elle n'a pas su se faire obéir et s'est vue imposer une décision par une certaine forme de violence. Cette « brèche dans l'autorité royale » lui a porté un coup mortel ; de surcroît, la perte de son honneur altère en retour le processus d'autorité défini comme ce qui produit de l'obéissance. Dans le contexte houleux de la marche sur Madrid, un texte nithardiste développe la même idée de façon plus condensée. Le scripteur expose à la régente les moyens de « conserver son autorité » : il faudrait convoquer les *Cortes* et constituer une armée digne de ce nom²³. Mais le mal est plus profond car, outre la reine, les institutions de la régence sont critiquées pour être incapables d'apporter une réponse cohérente à la crise ouverte grâce à l'arme publicitaire par le prince. Celui-ci est parvenu à paralyser les institutions et à mettre en scène cette paralysie à travers une parole démultipliée et diffusée largement qui n'a pas vocation à convaincre mais à « capter » une autorité – celles des conseils – et à manifester cette captation²⁴.

Happées par la guerre de plumes, divisées, sans ligne politique claire et en désaccord avec une reine déterminée à maintenir son confesseur, les autorités, la régence et les institutions échouent globalement à incarner la figure de juge surplombant les débats. La reine et le *valido*

²⁰ Les *Descalzas reales* sont un couvent royal de Madrid.

²¹ « *Para la reina hay Descalzas/ Y para el Rey hay tutor./ Si no se muda el gobierno/ Desterrando el confesor* », *Memorial que dio a la Reyna nuestra señora la Provincia de Andalucía a 23 de enero de 1669*, Biblioteca Nacional de Madrid (=BNM), ms 2582, fol. 124r.

²² AMAE, CP, Section Autriche, n° XXXII, *ibid*.

²³ *Papel en que cierto vasallo castellano propone a la reina Nuestra Señora dos medios principales para conservar su real autoridad y son convocar cortes y formar un exercito*, BNM, mss 8349, fol. 258v-264r.

²⁴ Dans le système établi par le testament de Philippe IV, chaque décision de Mariana devait être prise de concert avec la junte de gouvernement après consultation des conseils qui émettent une consulte. Mais ce dispositif ne fixe pas avec précision les limites du pouvoir de Mariana. Diverses interprétations restent possibles : la junte de gouvernement est-elle simplement un organe consultatif pour la reine ou ses décisions ont-elles une dimension prescriptive ? Quels rapports doit entretenir cette junte avec les autres conseils ? En d'autres termes, les Conseils d'État et de Castille n'avaient-ils de valeur que délibérative ? Don Juan va exploiter cette situation qui divise les Conseils avec d'autant plus de facilité que Mariana avait en outre bafoué l'esprit du testament en imposant à la junte un *valido* en la personne de Nithard alors que Philippe IV avait conçu son dispositif pour préserver son épouse inexpérimentée de l'influence d'un conseiller unique. Cette façon de gouverner, atypique, où une créature sans clientèle qui détient l'effectivité du pouvoir peut tarir la fontaine des honneurs, c'est-à-dire supprimer une ressource essentielle pour la noblesse, provoque une crise. En jouant la carte du *valido* contre les rouages de la polysynodie et celle de la junte contre les conseils, la régente entre en conflit avec l'aristocratie désireuse de jouer un rôle-clef dans la monarchie et élargit malgré elle la marge de manœuvre de don Juan. Les Conseils d'État de Castille invités par des lettres ouvertes de don Juan à se prononcer pour la destitution de Nithard campé en ennemi public, demandent à la reine le renvoi du confesseur, défendant ainsi, mais sans avoir à le dire, leurs propres intérêts [Respectivement le 18 décembre (BNM, mss 8349, fol. 10v-14r) et le 21 décembre (BNM, mss 8349, fol. 134v- 135v)]. En leur opposant un refus catégorique, la reine bloque le dispositif de la polysynodie.

apparaissent isolés tandis que la junte de gouvernement devient la cible de libelles qui dénoncent sa faiblesse et alimentent son discrédit. Les plumes juanistes jouent de l'ironie et de la menace ; elles déploient un discours outré où perce le scandale de voir le gouvernement paralysé par une incompétence navrante et dangereuse, alors même que le Conseil de Castille et le Conseil d'État ont soutenu le prince en demandant le renvoi de Nithard. Les plumes nithardistes, elles, communient dans un douloureux et impuissant *lamento*. Les autorités et leurs alliés brandissent à tout va le topique de l'insolence de la plèbe qui, loin de masquer la déconsidération des sujets pour les institutions, n'a pour effet que de la souligner.

Ainsi, l'auteur de *Strophes au roi* qualifie l'ensemble des conseillers d'« infidèle satrapes »²⁵. Un religieux se lamente de ce que les avis contradictoires des conseils et de la Junte empêchent de prendre des décisions et de négocier avec don Juan. Il s'interroge : « Les avis ne cessent de se contredire : comment trouvera-t-on une issue ? »²⁶. Don Babil, dans le second volet de ses aventures, se scandalise que le texte intitulé *Vrais avis pour le bien commun du gouvernement de la reine*²⁷ revendique la suppression d'une Junte de gouvernement si inefficace²⁸. Ces *avisos* témoignent de la persistance de cette requête qui avait trouvé sa première expression dès 1666, dans le *Discours juridique, historique et politique* de Medina de las Torres²⁹. Malgré la fonction partisane de cette proposition, les objections pertinentes qu'elle formule contre ce « corps étranger » qui grippe les rouages de la polysynodie sont pertinentes. Les détracteurs de Mariana en reprennent par la suite les thèmes principaux : la dimension inédite du système, les contradictions que la reine a introduites dans le testament de Philippe IV, le mépris à l'égard des ministres et des conseils que ces agencements supposent et enfin, les pesanteurs qui ralentissent le fonctionnement décisionnel.

On peut ramener l'*imbroglio* à deux lignes imbriquées. Pour la reine, l'attentisme et la faiblesse débouchent sur la ruine corrélative de son autorité et de sa réputation et ce d'autant plus que don Juan oppose à la légitimité de la régente celle des conseils de Castille et d'État. Pour la junte, le même stigmate fait l'objet d'une évaluation technique car c'est à l'aune de l'efficacité que l'on juge des capacités à œuvrer au bien commun de la monarchie. En outre, ces deux entités étant solidaires, le déficit de majesté de Mariana a des conséquences perverses. Il empêche que la délégation des pouvoirs de la régente aux magistrats ne se transmute en dignité et puisse ensuite rejaillir sur les institutions pensées à l'époque comme les appendices du corps du roi.

²⁵ « *Infieles satrapas* », *Esdrújulos al rey*, BNM, ms 2582, fol. 158v.

²⁶ « *Todo es oposiciones de dictámenes: como se ha de hallar el acierto?* », *Copia de papel de cierta persona religiosa que se precia mucho de política y estadista*, BNM, ms 8347, fol. 142r.

²⁷ *Avisos verdaderos al bien comun del gobierno de la reyna*.

²⁸ BNM, ms 7787, fol. 47r.

²⁹ *Discurso jurídico, histórico político*, BNM, ms 8356, s.n.

2- Un système de vases communicants entre « détenteurs de légitimité » et « chercheurs de légitimité » ?

Louis XIV, dans une lettre au chevalier de Grémonville, place au centre de l'affaire un phénomène de transfert d'autorité :

« Dix raisons pour une doivent faire croire et craindre que don Juan, ayant la faveur des peuples et ne pouvant prendre aucune confiance dans la reine qu'il a si mortellement offensée, ne mettra aucune borne à ses prétentions tant qu'il n'aura pas effectivement dépouillé cette princesse de toute son autorité pour s'en revêtir et je ne sais même pas si, à la fin, il voudra lui en laisser une légère apparence »³⁰.

Quant au scripteur des *Mémoires inédites* identifié à Nithard, il parle de « report de l'affection » du *valido* sur le prince et explique la défaite du jésuite par la force diabolique de la propagande juaniste. Par « les lettres, les textes et les rumeurs diffusés dans toute l'Espagne »³¹, ses adversaires auraient instillé la haine du *valido* dans le cœur des Espagnols. L'auteur de ce texte déplore que la mobilisation de l'opinion qui a permis d'éliminer un homme loyal et soucieux du bien commun. La dénonciation des impôts et de l'oppression des sujets aurait emporté un franc succès car ce sont là des « choses qui irritent au plus haut point les peuples contre le confesseur, et ils reportèrent leur affection sur don Juan, leur messie et le libérateur de leur assujettissement »³². Il faut toutefois prendre acte de la dimension partisane de ce texte qui distord les faits dans un but précis : démontrer que Nithard n'aurait rien à se reprocher et que sa chute résulterait du seul complot orchestré par d'habiles libellistes. On sait qu'il n'en est rien. Mais même si le jésuite avait inspiré l'hostilité d'un large secteur de la population, cela ne modifie guère l'évaluation du poids de la mobilisation de publics hétérogènes dans son renvoi. Qu'on ait affaire à un phénomène de récupération et de canalisation de mécontentements déjà présents et non à la création *ex nihilo* d'une hostilité, les variables demeurent identiques. Quand le confesseur évoque un « report de l'affection » du *valido* sur don Juan, il souligne un ressort essentiel de la cohésion du système monarchique : l'amour qui lie le roi - et ses relais (ministres et représentants du pouvoir) - avec ses sujets. De la sorte, il enrichit la réflexion des mécanismes propres au politique, de paramètres qui ne relèvent pas du rationnel mais qui renvoient au registre de

³⁰ AMAE, CP, Section Autriche, n° XXXII. Lettre de Louis XIV au chevalier de Grémonville datée du 29 mars 1669.

³¹ « Carta, papeles y rumores difundidas en toda España », BNM, ms 8360, fol. 242v.

³² « Cosas que sumamente iritan a los pueblos contra el Padre Confesor y reconsideraron su afecto hacia don Juan, su mesías y libertador de sus opresiones », *ibid.*, fol. 242v.

l'émotion. Il signale aussi la place du « peuple » - notion que l'on prend ici dans son ambiguïté et qu'il s'agira de circonscrire par la suite - dans le dispositif de légitimation.

3- La conscience du discrédit : de la perte d'autorité à la perte de légitimité ?

L'analyse doit donc partir du contraste entre le discrédit qui frappe la reine et les institutions et le crédit dont bénéficie don Juan. Forcée lors de la guerre de plumes, cette autorité du bâtard royal provient de la façon dont il impose ses vues à la cour, mais aussi de l'adhésion de larges pans de la société dont il a su s'attirer l'affection. La dynamique tient du cercle vicieux pour la reine : la faiblesse et l'immobilisme des institutions face à la tourmente entraînent leur discrédit et en retour, la conscience de ce discrédit ronge les conseillers et les paralyse.

Une anecdote illustre ce mécanisme : les ministres se montrent incapables d'opposer un contre-feu à un libelle juaniste non qu'ils manqueraient de moyens ou d'arguments mais pour éviter de reconnaître publiquement une attaque leur portant atteinte. Évoquant ce texte juaniste, un nithardiste qui se fait passer pour l'ambassadeur de France en Espagne écrit dans une lettre fictive à Louis XIV : « Ce libelle fut si terrible que le comte de Castrillo, ministre d'expérience, ne voulut pas l'interdire en signifiant l'inconvénient de publier par décret la si grande infamie jetée sur la nation »³³. Pour rendre effective une interdiction, il faut l'exécuter et la communiquer, ce qui lui confère un haut degré de publicité. Certes, la censure peut en jouer et revêtir une dimension théâtrale comme lors des *autos da fe* qui mettent en scène le pouvoir en immolant par un feu purificateur une pensée adverse. Mais en novembre 1668 le rapport de forces symbolique est si défavorable au gouvernement que ce n'est pas envisageable : riposter par une censure serait risquer, par un contrecoup pervers, de dévoiler l'ampleur du discrédit. D'où la paralysie des autorités. N'oublions pas que si le Conseil de Castille a bien opté pour le renvoi de Nithard – ce jésuite trublion qui niait à la noblesse son statut d'élite politique naturelle et menaçait directement ses intérêts catégoriels-, il s'est montré incapable de neutraliser l'allié de circonstance qu'était don Juan, envers lequel il nourrissait une solide défiance, et ce, malgré l'opportunité qu'offrait la guerre de plumes. Néanmoins, bien que l'inertie de l'exécutif ait souligné, pour le plus grand nombre, le manque d'autorité et le discrédit des institutions, elle peut être aussi interprétée comme une marque de prudence. Les acteurs ne raisonnent pas qu'en termes de rapports de force puisqu'ils intègrent dans leurs réflexions tactiques ce fait psychologique qu'est l'adhésion de larges pans de la société à la personne d'un don Juan désormais doté d'un « capital symbolique » fort.

³³ « Fue este libelo tan terrible que el conde de Castrillo, ministro de mucha experiencia no quiso prohibirle dando por razon el inconveniente de que constasse por decreto publico tan grande infamia de la nacion », *Copia de la relacion y consulta que el arzobispo de Ambrun (...) hizo al rey*, BNM, ms 8346, fol. 304 v.

L'épisode de la marche sur Madrid conforte cette hypothèse. Ce paroxysme de la crise se caractérise par la reculade des autorités face à la menace armée que représentait le prince alors même que les rapports de force penchaient en faveur de la cour. L'ambassadeur Villars déplore d'ailleurs l'attentisme des conseils sourds à l'offre de Louis XIV d'apporter à Mariana une aide militaire massive³⁴. Mais précisément, les conseillers savent que cette convulsion politique ne se réduit pas à une simple physique des affrontements et ils dissocient dans leurs analyses la force concrète de la mobilisation juaniste (incapable de s'imposer par la violence aux institutions), et ce qu'elle représente en termes d'adhésion des sujets à la cause du prince. Les conseillers agissent pragmatiquement, mais ils se meuvent aussi dans un monde de normes et raisonnent en termes de légitimité et de (dé)légitimation.

L'épisode que nous décrivons apparaît paradoxal. D'un côté, l'arme de la publicité, pivot de cette crise, indique clairement que l'ultime ressort de la domination ne se réduit pas à une violence sourde qui s'imposerait en maniant le leurre rhétorique. D'un autre côté, les autorités mises en cause, sont obligées de quitter la sphère acclamative et prescriptive qui est la leur pour descendre dans l'arène polémique et rendre des comptes. Mais elles y vont à reculons : elles n'osent pas interdire les libelles et n'ordonnent pas non plus d'écraser l'escorte armée de don Juan. Ce faisant, elles octroient un statut ambigu au public des guerres de plumes puisque, dans le cadre d'une monarchie où le roi est la source indiscutable de juridiction, elles ménagent ce public et accordent du prix aux marques d'adhésion dont il témoigne à don Juan sans lui allouer explicitement de légitimité. Cette posture soulève une kyrielle de questions. Quel sens donner à la défense du « bien commun » ? Et que recouvre ce dernier syntagme ? En quoi le consentement des sujets intervient-il dans une monarchie ? Comment se manifeste la capacité à représenter le corps politique ? Sous l'impulsion de la crise, une réflexion s'amorce à chaud sur les paradigmes de la légitimation. Mais d'un autre côté, la publicité demeure une arme de guerre. C'est moins le discours et ses effets persuasifs qui pèsent ici que la captation par don Juan de l'autorité des conseils et l'exhibition de cette captation grâce aux manifestes et aux libelles. Les contours indécis d'un « espace public », l'aberration que constitue l'idée d'un « tribunal de l'opinion » qui n'a symptomatiquement aucun vecteur prévu pour s'exprimer, invitent à raisonner plus en termes d'action et de pratiques de légitimation qu'en termes de défense d'une certaine légitimité à agir que l'on définirait et défendrait par le verbe. Ce schème n'exclut pas de méditer sur les paradigmes de légitimité mais il suppose que l'historien s'émancipe de l'anachronisme de l'individu-atome politique, garant de légitimité par le vote, et qu'il n'érige pas l'adhésion majoritaire en épine dorsale de la question de la légitimité.

Dans une seconde partie, nous proposons donc d'étudier les paradigmes de légitimation tels que les expriment les acteurs de la crise, à partir d'une interrogation sur le bien commun en

³⁴ AMAE, CP, Section Espagne. La dépêche est datée du 6 mars 1669.

insistant sur les paramètres propres à une monarchie d'Ancien Régime afin de souligner l'historicité du contenu qu'on donne à la légitimité³⁵.

II- La question centrale du bien commun et les paradigmes de légitimation

1- Légitimité, défense du bien commun et publicité

Le rôle de la publicité a été essentiel dans le déroulement de cette crise. Cependant, n'oublions pas que l'impossibilité d'un débat public dans une monarchie d'Ancien Régime, corollaire de la dimension prescriptive de l'espace de publicité, ainsi que le but premier de la campagne polémique qui consiste à défendre des secteurs limités de la population sous couvert de bien commun, confèrent un statut très singulier aux libelles juanistes. Le public restreint des élites (la reine et le *valido*, les conseillers, les courtisans, les membres des principaux organes de la monarchie) auxquels s'adressent ces écrits d'action - et non d'idées - en détermine les enjeux. Les lettres ouvertes veulent d'abord justifier la démarche du prince en le présentant comme le défenseur du bien commun par la diabolisation du confesseur. Ce pan du discours vise à protéger le prince d'une accusation de rébellion et non à promouvoir une certaine conception du bon gouvernement dans l'espoir de provoquer l'adhésion d'autorités qui n'ont aucun compte à rendre.

L'alliance des élites et de don Juan ressortit d'une logique que le politologue Michel Dobry qualifierait de « transaction collusive » génératrice d'une « légitimation horizontale »³⁶. La dynamique de légitimation s'explique ainsi en partie par des transactions entre des acteurs issus de champs sociaux différents que l'on subsume au sein de l'appellation vague « d'élites ». L'arme polémique permet au bâtard royal de résister sans désobéir ouvertement : elle est la condition de possibilité de son action, nous y reviendrons. Dans ce cadre, on conçoit que ces textes – textes d'action plus que d'idées - ne s'attachent pas prioritairement à définir de façon programmatique les principes fondamentaux de la légitimité politique mais diabolisent l'adversaire en l'accusant de tous les maux puisque le but ultime des coalisés est l'exil de Nithard.

³⁵ Pour des paradigmes de légitimations propres à l'Ancien Régime espagnol on pourra consulter : Hespanha António Manuel, « Paradigmes de légitimation, aires de gouvernement, traitement administratif et agents de l'administration », in *Les Figures de l'administrateur. Institutions, réseaux, pouvoirs en Espagne, en France et au Portugal, 16^e-19^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997, p. 19-28.

³⁶ Dobry, Michel, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de légitimation des systèmes démocratiques », in Santiso, Javier, dir., *À la Recherche de la démocratie. Mélanges offerts en l'honneur de Guy Hermet*, Paris, Khartala, 2002, p.103-120.

Le prince, les ministres et les élites locales se rejoignent sur ce point³⁷. Pour don Juan, le jésuite est un ennemi personnel qui lui barre l'accès au gouvernement. Pour les conseillers, il prive certaines individualités de leur marge d'action au sein des conseils par son omniprésence et notamment sa place au sein de la Junte. C'est finalement moins la question d'un retour de la figure du *valido* ou des entorses au texte législatif très flou du testament de Philippe IV qui réunit les malcontents que leur soif de pouvoir correspondant à un certain équilibre des forces en présence³⁸. Et si chacun des protagonistes est individuellement persuadé du bien fondé de sa participation aux *arcana imperii*, il est impossible de trouver une rhétorique de justification englobante qui convainque tous les Espagnols. Cette légitimité n'épouse pas le principe de montée en généralité. Don Juan ne mise d'ailleurs pas sur l'enthousiasme qu'entraînerait une définition du bien commun et sur le scandale de la voir piétiné par les autorités. En affirmant défendre le bien commun, il permet plutôt aux élites dont la parole est légitime en tant que représentants du corps sociopolitique, de se battre pour leur place au sein de la polysynodie en prétendant lutter contre la tyrannie³⁹. Mais, en même temps, en demandant le renvoi de Nithard, elles manifestent, dans une sorte de jeu coopératif involontaire, leur soutien au bâtard royal. Don Juan met donc en branle un processus de légitimation en captant l'autorité d'instances légitimes à statuer sur le politique parce qu'elles incarnent les élites et partant parce qu'elles ne peuvent que vouloir le bien commun⁴⁰. Contrairement au modèle wéberien de la légitimité qui fonctionne en termes d'adhésion à des normes, il convient, dans notre cas, de « découpler d'une part, les valeurs, les croyances légitimantes et les références aux normes et d'autre part, l'analyse des processus de légitimation »⁴¹. Le modèle élaboré par Michel Dobry et surtout la clarté de certaines de ses expressions (« transactions collusives », « légitimation horizontale »), rendent bien compte d'un des ressorts du processus de légitimation à l'œuvre dans cette convulsion politique puisque de

³⁷ Ce qu'on qualifie d'élites constitue un milieu très hétérogène. Il serait anachronique d'imaginer un profil commun à un « personnel politique » qu'on rapprocherait des fonctionnaires d'État. Les milieux, les cultures et les aspirations sociales de ces individus peuvent être très distants voire inconciliables. Sur ce point voir : Pelorson, Jean-Marc, *Les Letrados. Juristes castillans sous Philippe III. Recherche sur leur place dans la société, la culture et l'État*, Le-Puy-en-Velay, 1980 ; Descimon, Robert, Schaub, Jean-Frédéric, Vincent, Bernard, dir., *Les Figures historiques de l'administrateur. Institutions, réseaux, pouvoirs en Espagne, en France et au Portugal, 16^e-19^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997, p. 19-28.

³⁸ Certains acteurs mécontents de la redistribution des rôles au sein de la polysynodie ont pu tour à tour défendre le principe de la Junte de gouvernement pour ensuite s'y opposer violemment dans le plus grand opportunisme. Ce fut le cas, par exemple, de Medina de las Torres. Sur ce point voir : Oliván, Laura, « *Discurso jurídico, histórico, político* : apología de las reinas regentes y defensa del sistema polisindial, una manifestación de la conflictividad política en los inicios de la regencia de Mariana de Austria », *Cuadernos de Historia moderna*, n° 28, 2003, p. 7-34.

³⁹ Accuser la reine de ne pas respecter le testament de Philippe IV en réintroduisant le *valimiento* s'avérait plus ardu en raison de l'ambiguïté du texte même.

⁴⁰ Sur ces points voir : Hermant, Héloïse, « La publicité au service de la dissimulation : don Juan José de Austria en Machiavel ? », *Mélanges de la Casa de Velázquez. Nouvelle série*, Casa de Velázquez, Madrid, 38-1, mai 2008, p. 219-240.

telles dynamiques peuvent émaner d'échanges pragmatiques et de coups politiques qui s'insèrent dans les jeux sociaux dans lesquels les acteurs sont pris.

Dans les deux camps, la défense du bien commun s'appuie sur la fabrication d'un ennemi public qu'il s'agit de chasser. Par la diabolisation de Nithard, présenté sous les traits de l'étranger et de l'hérétique⁴² les libellistes cherchent à convaincre la reine de l'exiler, à attiser la haine du confesseur parmi les élites, à le décrédibiliser, à le démobiliser en l'humiliant et enfin à mettre en scène la détestation envers Nithard pour acculer la régente⁴³. Les nithardistes, eux, font de don Juan un traître et un rebelle afin de délégitimer le soutien que lui apporte les conseils et repousser en toute impunité ses revendications⁴⁴.

Il ressort de cette fabrication croisée de l'ennemi que l'antithèse du bien commun correspond à la mise en danger de la cohésion du corps sociopolitique. Le bien commun s'affirme donc implicitement comme ce qui permet l'articulation harmonieuse des différents corps de la monarchie en un corps sociopolitique. C'est cette alchimie qu'il nous faut maintenant étudier en mettant successivement en évidence le rôle de la majesté, des canaux de communication juridictionnels entre le roi et ses sujets et enfin la place de la force et de l'amour. Il s'agit de souligner, au-delà de l'historicité de tels paradigmes, les conséquences de l'absence d'autonomie d'un champ du politique et ce qu'implique la prégnance d'un régime de l'incarnation et non de la représentation.

2- Légitimité et majesté : la question de l'incarnation du corps sociopolitique

L'accusation de crime de lèse-majesté imputée à don Juan permet une approche des liens entre majesté et légitimité. Les chefs d'inculpation sont les suivants : avoir manqué de respect à la régente en l'insultant (à travers le flot verbal haineux, c'est la reine que don Juan vise et touche) ; avoir usurpé les rôles et malmené la souveraineté de Mariana (le prince lui commande de renvoyer Nithard et refuse d'obtempérer quand la reine émet des exigences)⁴⁵ ; avoir orchestré une agitation pamphlétaire mortifère pour la quiétude publique⁴⁶. Les propos du courtisan Toribio Asturiano sur la désobéissance directement inspirés par la crise, éclairent la convergence du dernier grief avec les deux premiers :

⁴¹ Dobry, Michel, *op.cit.*, p. 118.

⁴² Les juanistes brandissent la figure du protestant en raison de ses origines allemandes.

⁴³ Dans cette veine, voir : *Representacion a la Reyna madre de Carlos II regenta y gobernadora del reyno en su menor edad*, BNM, ms 18.208, fol. 26r-31v; « *Señora, los cauterios duelen* », British Library (=BL), Additional (=Add) 8703, fol. 71r-83r.

⁴⁴ *Paralelo entre el Principe Absalon y don Juan de Austria*, BNM, mss 8346, fol. 237r-239r.

⁴⁵ Sur ces deux points voir entre autres : *Papel juridico en que cierta persona prueba haber cometido el señor don Juan crimen de Lesa Magestad por haber en su carta primera injuriado al Padre Everardo*, BNM, ms 8347, fol. 198v-208r.

⁴⁶ Voir par exemple : *Memorial que dio a la Reyna Nuestra Señora un vasallo, Semanario Erudito*, t. IV, p. 266.

« Il n'est rien de plus dangereux et de risqué que la désobéissance et le mépris du sujet à l'égard de son roi et il est plus conforme à la raison de s'humilier devant la majesté dans une obéissance totale que de rejeter ses ordres et de donner l'exemple de sédition aux sujets (...) : troubler la quiétude d'un royaume est le propre des rebelles ou de ceux qui ne sont plus maîtres de leur fortune ou qui sont désespérés, à qui il importe peu de mettre en péril la considération pour le prince par l'agitation des peuples et des sujets »⁴⁷.

Don Juan, par l'agitation qu'il provoque, met donc en péril la « considération » dont jouit Mariana. Il ruine l'obéissance de ses sujets. Cependant, *in fine*, si la majesté de Mariana se trouve « lésée », c'est moins par le manque de respect de don Juan que par l'apathie de la reine. En s'abstenant de riposter, elle ne dément pas son attitude « tyrannique » ou son incapacité à œuvrer au bien commun. En tolérant les accusations implicites de don Juan sans le remettre à sa place lorsqu'il lui demande le renvoi de son confesseur, elle fait le jeu du bâtard. C'est ce que constate, désespéré, un nithardiste qui, pour faire réagir la reine, lui prédit sa chute du « plus haut autel à la ruine la plus lamentable », si elle ne parvient pas à mettre don Juan au pas :

« Cet événement, madame, ne resterait pas contenu en Espagne, mais serait connu de toutes les nations : Votre Majesté intimidée par un sujet désobéissant, rebelle et séditieux, seul et sans armes, ni armées ni raison (...). Que resterait-il de l'autorité des rois d'Espagne parmi les autres nations ? Jusqu'à quel point votre grandeur et votre pouvoir seraient-ils discrédités ? Nul doute que ce serait là l'exemple le plus préjudiciable qu'on aura vu dans les histoires, en fait de risée et de mépris de la majesté des rois d'Espagne, tombée de l'autel le plus élevé, à la ruine la plus lamentable qu'on put concevoir »⁴⁸.

La reine, ravalée au rang de ses sujets, perd sa position d'exception et l'idée de désobéissance, jusqu'ici impensable, devient concevable. C'est là le sens de l'expression « donner l'exemple de la sédition aux sujets » qu'emploie Toribio Asturiano.

Les juanistes tiennent un discours complémentaire en affirmant que Mariana n'apparaît pas à la hauteur de sa tâche. Ils fustigent une reine désarçonnée par l'inédit de cette crise, prenant des décisions contradictoires et arbitraires. C'est que l'entreprise de don Juan lance un défi à une souveraine contrainte de prendre des mesures d'exception, alors qu'elle avait vocation en tant que régente à ne régler que les affaires courantes. Le constat de l'impuissance de Mariana donne donc

⁴⁷ « No ay cosa de mayor peligro y riesgo que la desobediencia y el desprecio del subdito por su rey, y es mas conforme a la razon humillarse a la magestad con toda obediencia que rehusando su mandato, dar exemplo de sedicion a los subditos (...) : turbar la [quietud] de un Reyno, es muy propio de los que se hallan en resvaladiza, o desesperada fortuna, sin atender a que peligra la estimacion del principe con la inquietud de los Pueblos, y de los vassallos », *Carta escrita por Don Toribio Asturiano, en 13 de marzo de 1669 a un amigo que se hallava fuera de la Corte*, BNM, Varios Especiales (=VE) 190-8, fol. 2v.

⁴⁸ « Y esto señora, no solo quedaria en España, sino que passaria a todas las naciones, el que Vuestra Magestad intimidada de un vasallo inobediente, rebelde y sedicioso, solo, y sin armas, ni exercitos, ni razon; (...) Qual quedaria la autoridad de los Reyes de España en las naciones? Qual seria la desestimación de su grandeza y poder? No hai duda que seria el exemplar mas perjudicial, que se habria visto en las historias para el ludbrio y menosprecio de la Magestad de los Reyes de España, caída de la altura mayor, a la mas lamentable ruina que se pudo pensar », BNM, ms 8349, fol. 249v-250r.

prise à un violent travail de sape. Mariana semble prisonnière d'une humaine condition qui l'empêche d'incarner l'autorité et la majesté. La majesté renvoie à la personnalité publique du roi (par opposition à sa personnalité privée ou physique), elle est la faculté qui l'incline toujours à vouloir le bien et dont il est le seul dépositaire. Héritant son excellence de la dynastie qu'il incarne, le roi dans l'exercice de la majesté que concrétisent des actions justes est unique et intouchable. Si le roi espagnol n'est pas sacré, il n'en reste pas moins l'élu de Dieu et demeure l'unique apte à réaliser l'adéquation du corps politique au corps mystique par la mise en œuvre constante d'une « politique chrétienne ». Le roi inspire obéissance et respect de la part des sujets. La légitimité du prince consiste donc à se rendre digne, par émulation et imitation, d'une mémoire dynastique afin d'en incarner la majesté⁴⁹.

Les libellistes se complaisent à dépeindre, pour les dénigrer et s'en moquer, les manifestations corporelles et les travers psychologiques de la mère de Charles II. La reine pleure et gémit⁵⁰, elle a des migraines⁵¹. Son attachement viscéral à son confesseur dénote une peur et une méfiance maladives pour son entourage⁵², que renforce sa haine (et sa jalousie) pour don Juan⁵³ et qui vire à une obsession obsidionale. Un texte écrit ainsi : « La reine-mère en ceci jamais ne pèche/ Car toujours elle a des migraines/ Et elle dit seulement : “Ma consolation je la garde/ Quand arrivent les lettres de Nithard” »⁵⁴. Et surtout, elle a le tort d'être femme⁵⁵. Quelques satires expliquent le mauvais gouvernement de Mariana par son appartenance au sexe faible ; il était courant d'associer féminité, fragilité, inconstance et déraison ainsi que de souligner l'inadéquation entre la complexion féminine et les qualités viriles du courage et de la prudence qu'exigeait l'art de la politique.

Il ressort de ces analyses que la reine qui souffre d'un déficit de légitimité consubstantiel en quelque sorte, ne peut incarner le corps sociopolitique. Seule la majesté, cette capacité héréditaire et dynastique à vouloir le bien, offre au souverain une position surplombante. Réfléchissant à la

⁴⁹ Cárceles de Gea, Beatriz, « *Voluntas e iuridictio: obediencia, ejecución y cumplimiento de la voluntad real en la Corona de Castilla en el siglo XVII* », in Fernández Albaladejo, Pablo, éd., *Monarquía, imperio y pueblos en la España moderna*, Alicante, 1997, p. 667-668.

⁵⁰ *Relacion puntual y verdadera de la salida del padre Juan Everardo, lunes 25 de febrero deste año de 1669*, BNM, mss 6384, fol. 116r-117v.

⁵¹ *Carta del Maese Nicolas*, BNM, ms 9397, fol. 118r-120r.

⁵² *Memorial de España a la reina nuestra Señora*, BL, Egerton (=Eg) 326, fol. 89r-93v.

⁵³ *Misteriosa carta en que disculpa Don Francisco de Quevedo Villegas al Señor Don Juan*, Archivo Histórico Nacional (=AHN), Libro 873, fol. 210r-229r.

⁵⁴ « *La reina madre en esto jamas peca/ Porque siempre se esta con su jaqueca,/ Y sólo dice : mi consuelo aguardo/ Cuando lleguen las cartas de Everardo* », *Avisos de estafeta*, BNM, mss 18.443, fol. 92r.

⁵⁵ López Cordón, María Victoria, « *Mujer, poder y apariencia o las vicisitudes de una regencia* », *Studia Histórica. Historia moderna*, n° 19, 1998, p. 49-66.

figure du bon souverain et du *valido* avisé dans le sillage de la crise de 1668-1669, Pedro de Navarra y de la Cueva, creuse cette idée en déroulant la métaphore de la cape. Il faut :

« Que le prince soit la cape de ses sujets (...) car de même que la cape recouvre le corps, l'abrite et le défend des eaux (...) de même les princes doivent être la cape de son corps mystique qui est la république qu'ils doivent protéger et défendre contre tous les maux qui peuvent survenir »⁵⁶.

La cape qui protège et enveloppe le corps de la république évoque le contact bienveillant du souverain avec ses sujets qui maintient ainsi l'intégrité du corps social dans une attitude indéfectible de bonté traduite par une présence englobante. Le problème de la légitimité renvoie donc bien à la capacité à incarner le *populus*, c'est-à-dire le corps socio-politico-mystique. Dans une monarchie d'Ancien Régime où le politique ne recouvre guère de champ autonome, cette source de légitimité ne se prouve pas par des mots, elle s'éprouve. En un sens la légitimité est à la fois un faisceau de paradigmes mais peut-être d'abord un processus. La légitimité n'est pas abstraite, elle n'apparaît qu'en acte.

C'est une telle dynamique que don Juan active lorsqu'il entreprend la marche sur Madrid. Le prince quitte Barcelone le 4 février 1669 après avoir annoncé sa décision de gagner la capitale, dans une lettre ouverte à Mariana du 22 janvier 1669. Son parcours se décompose en étapes (Lleida, Fraga, Saragosse, etc.) où il reçoit à chaque fois d'importants gages d'adhésion. À Barcelone, le nonce rapporte que des nobles et de gens du peuple s'amassent autour de don Juan à la manière d'un cortège et l'acclament⁵⁷. L'apparition, en ces différents lieux, de ce prince qui porte les espoirs d'une régénération, galvanise les populations et les mobilise. Les témoignages fourmillent dans les archives. Contemporain des événements, Narcis Feliu de la Peña décrit la liesse qui salue don Juan lors de son séjour en Aragon⁵⁸. Sur son passage, ce ne sont plus que des « excès d'allégresse et acclamations unanimes ; (...) on ne voyait rien d'autre que des chapeaux dans les airs et on n'entendait que les cris de "Vive monseigneur don Juan, victoire pour notre restaurateur si soucieux de l'honneur de l'Espagne" »⁵⁹. Le séjour du prince à Saragosse constitue l'apogée de cette marche assez similaire aux tours que les rois faisaient de leur royaume pour connaître et se faire connaître de leurs sujets. Par ce marquage de leur territoire, les souverains

⁵⁶ « *El principe sea la capa de sus vasallos (...) asi como la capa es para cubrir todo el cuerpo, abrigarle, y defenderle de las aguas, (...) asi los principes han de ser la capa de su cuerpo mistico, que es la republica a quien han de abrigar y defender de qualquiera daño que le puede suceder* », Navarra y de la Cueva, de, Pedro, *Logros de la monarquia en aciertos de un valido*, Madrid, Julian de Paredes, 1669, fol. 46r-46v.

⁵⁷ Archives Secrètes du Vatican (=ASV), Segr. Stato, Spagna, n° 138, fol. 94r : « *Il signori D. Giovanni complimentato e con straordinaria dimonstrazioni di cordialita et obsequio per molta strada accompagnato da quella nobilta e popolo* », Lettre du 9 février 1669.

⁵⁸ Feliu de la Peña, Narcis, *Anales de Catalunya*, t. III, livre XXI, chapitre 6, p. 353.

⁵⁹ « *Excessos de alegria y general aclamacion; (...) no se oía y veía otra cosa que sombreros en el ayre, y voces de viva y vitor el señor don Juan nuestro restaurador que mira por la honra de España*, BNM, R-38.033, p. 45-46.

manifestaient la légitimité de l'autorité qu'ils exerçaient sur leur royaume. Les textes évoquant cette marche, au moment même où elle se déroule, laissent entendre que par la « monstration » de sa personne le prince entre en communion avec les Espagnols, liés à lui par un lien d'amour, et réalise la transformation du corps politique en corps mystique. Don du prince et don au prince se répondent parce que don Juan fait don de sa personne par sa présence physique et témoigne ainsi de sa *magnanimitas* et de sa *generositas*, et parce que les Espagnols lui offrent en échange leur propre personne et leurs services⁶⁰. L'élan d'amour qui porterait les hommes de toutes les conditions à « vendre » leurs enfants pour le prince recouvre ainsi tout son sens. Il en va de même pour ces étudiants qui se mettent à la disposition de don Juan ou pour ce paysan qui lui donne sa bourse et sa personne⁶¹. Le don du prince est symbolique, mais il entraîne un sentiment de gratitude et tisse des liens entre lui et ses partisans. Enfin, la lecture providentialiste de l'épisode que livrent certains textes transforme don Juan en envoyé de Dieu, donnant sens à cette métamorphose du corps politique en corps mystique : « tous affirmaient que la voix de Dieu et sa sainte et juste volonté présidaient à ceci »⁶². En faisant don de sa personne, don Juan promet de régénérer la monarchie en proie à la tyrannie de Nithard. Fort significativement, dans sa lettre ouverte du 22 février 1669 à la reine, don Juan affirme incarner le corps social et quémande l'honneur de sacrifier sa vie à ses pieds pour sauver le royaume :

« Parce que convergent en moi toutes les raisons séparées qui peuvent avoir incité les trois corps à exprimer leur point de vue dans cette affaire, parce que je suis un fils de Madrid, un noble et un soldat, ces trois motifs imbriqués m'atteignent (...) pour redemander à vos pieds royaux (...) de sacrifier mon sang et ma vie »⁶³.

A contrario, Mariana est accusée par les juanistes d'ébranler la cohésion du corps politique. Les partisans du prince développent ce point selon deux grandes axes : l'irruption de l'extraordinaire dans une monarchie basée sur un système de transactions permanentes entre le roi et les sujets par le biais de canaux juridictionnels ; l'exaltation de l'obéissance active faisant jouer les ressorts de la force et de l'amour.

3- Légitimité, légalité et justice : l'irruption de l'extraordinaire dans une monarchie juridictionnelle

⁶⁰ Sur le don de soi on pourra consulter : Clavero, Bartolomeo, *La Grâce du don : Anthropologie catholique de l'économie moderne*, Paris, Albin Michel, 1996 ; Hespanha, Manuel Antonio, « Les autres raisons de la politique. L'économie de la grâce », in Schaub, Jean-Frédéric, éd., *Recherche sur l'histoire de l'État dans le monde ibérique, 15^e-20^e siècle*, Paris, Presses de l'École Normale Supérieure, 1993, p. 67-86.

⁶¹ AMAE, CP, Section Espagne, vol. LVI, fol. 205v.

⁶² « *Todos denotaban estar alli la voz de Dios, y su santa y justa voluntad*, BL, Eg 327, fol. 102v.

⁶³ « *Por concurrir unidamente en mi, todas las razones separadas que pueden haver movido a estos tres cuerpos a expresar su fineza en este lanze, pues por hijo de Madrid, por noble y por soldado, me alcanzan estos triplicados motivos (...) para renobar a los reales pies (...) el sacrificio de mi sangre y vida...* », BNM, mss 18.208, fol. 87r-87v.

Depuis le début du litige qui l'oppose au prince à travers Nithard, la reine n'a cessé de détourner les règles. Il faut garder à l'esprit que la tentative d'emprisonnement de don Juan ne reposait sur aucun fondement réel et que la présence de Nithard au gouvernement maintenu contre vents et marées contredisait l'esprit du testament de Philippe IV⁶⁴.

Il y a plus grave. Mue par la peur, la reine prend une mesure très impopulaire qui viole les fors de la capitale. Elle instaure, dans la ville même, un régiment pour sa protection, la *Chamberga*, qui commet d'incessantes exactions, répandant terreur et exaspération⁶⁵. Mariana, par sa stratégie panique du tout défensif au service d'une politique incohérente, enfreint des droits élémentaires et prête le flanc à l'accusation de tyrannie⁶⁶.

En effet, une telle décision qui ressort de l'extraordinaire soulève une objection rédhitoire. En imposant du haut une résolution par la voie décrétale, la régente prend le contrepied d'un système monarchique construit sur la négociation et la transaction entre le souverain et les sujets. Pour être exécutée, la volonté royale devait se couler dans les rets de lois et de juridictions adéquats, afin d'offrir aux sujets la possibilité d'en activer à leur tour les ressorts, pour y obéir en toute conscience ou pour éventuellement la réfuter selon une voie ordinaire pacifiée ne portant aucune atteinte à la majesté. Beatriz Cárceles de Gea décrit l'exercice quotidien du pouvoir comme un processus de « communication entre le roi et les sujets, en ce qu'il ne dénote pas l'imposition ou l'accomplissement d'une norme, mais une transaction entre le roi et ses serviteurs »⁶⁷. Dans le cas qui nous occupe, la communication entre les deux pôles n'a pas lieu en raison de l'impossible résolution du litige sur un plan juridictionnel. Acculés, les offensés recourent à un moyen inédit : la publication et la mise en circulation de consultes dénonçant les méfaits du régiment, alors que, jusque-là, ces documents étaient voués au secret des arcanes gouvernementales. Cependant, le dialogue de sourds entre la reine et les plaignants entraîne un durcissement des deux partis et génère une tension insupportable dans la capitale qui débouche sur une guerre de plumes et des actes de violence émanant des deux camps.

4- Légitimité, force et amour : l'obéissance active

Appuyée par les troupes regroupées à Madrid qui constituent l'embryon de la *Chamberga*, la reine veut s'imposer par la menace d'une frappe armée. Elle conçoit l'obéissance comme le

⁶⁴ « *Señora, los cauterios duelen* », BL, Add 8703, fol. 71r-83r.

⁶⁵ Le décret date de début avril 1669, mais plusieurs étapes l'ont annoncé et ont nourri des discussions enflammées dans les consultes, les textes polémiques et les pamphlets dès la fin 1668. Le premier décret de regroupement des troupes à Madrid, qui constitue le noyau de la future *Chamberga*, date du 13 novembre 1668, en riposte aux lettres de Torre de Lledó. Dès lors, de nombreuses consultes du Conseil de Castille protestent contre cette mesure, le 25 novembre 1668, le 10 et le 17 janvier 1669. AHN, Consejos, leg. 7178.

⁶⁶ Bien qu'elle réunisse des troupes aux environs de Madrid, ce que don Juan a beau jeu de condamner dans sa deuxième lettre de Junquera datée du 22 février 1669, Mariana ne les envoie pas contre le prince.

⁶⁷ Cárceles de Gea, Beatriz, « *Voluntas e iuridictio: obediencia, ejecución y cumplimiento de la voluntad real en la Corona de Castilla en el siglo XVII* », *op. cit.*, p. 666.

triomphe de la volonté du plus fort, en décalage avec la notion d'obéissance active que les écrits politiques et juridiques de l'époque érigeaient en apanage du bon souverain. La vraie obéissance n'est pas celle qui soumet mais celle qui provient de l'amour des sujets pour un roi vertueux ; elle correspond à un acte de reconnaissance de loyauté mutuelle et revivifie le pacte initial. C'est pourquoi dans sa correspondance avec Pötting, l'Empereur Léopold avait souligné que le rassemblement de soldats dans la capitale serait nécessairement interprété comme une preuve de faiblesse et que Mariana devait absolument se concilier la noblesse et se refuser à toute démonstration de force⁶⁸. Ce constat qui repose sur la différence entre le *dominium* et l'*imperium*, la domination et le commandement, dévoile l'ampleur des enjeux de cette crise en soulignant le décalage entre le geste de crispation de la régente et une conception de l'accomplissement de la volonté royale comme produit de la volonté d'obéissance du sujet, elle-même née du respect des intérêts de ce dernier formulés en des termes juridiques et indexés au bien commun. Conformément à cette logique, la volonté royale ne peut qu'être juste. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la formule de Saavedra Fajardo : « La grandeur et le pouvoir du roi ne résident pas en lui-même mais dans la volonté des sujets »⁶⁹. Le souverain se caractérise donc par la mise en œuvre d'une vertu proprement politique, la volonté de vouloir le bien génératrice d'adhésion et d'amour qui se concrétise et se renforce dans l'exercice du pouvoir. Comme l'écrivait Eugène de Narbonne « la sécurité du prince réside dans l'inclination et l'amour de ses sujets pour lui », sage principe que saccage Mariana en imposant l'arbitraire de la *Chamberga*⁷⁰.

De nombreux textes polémiques protestent contre un tel rassemblement de troupes. Un religieux exprime sa révolte dénonçant l'infamie d'avoir réuni ces soldats dans le seul but de protéger un confesseur étranger ainsi que le risque encouru de plonger la monarchie dans la guerre civile⁷¹. Conscients du malaise que cette présence armée à Madrid instaure, des nithardistes essaient de justifier la décision de la régente. En vain. C'est le *Manifeste que la Régente fit écrire et publier contre don Juan de Austria en se servant des mêmes mots que ce dernier utilisa dans sa lettre de Consuegra écrite à Sa Majesté, en les retournant contre lui* qui pousse le plus loin la tentative. Le scripteur place dans la bouche de la reine un plaidoyer *pro domo*. Pour ruiner les fondements de la réprobation générale soulevée par l'affaire des troupes, le scripteur affirme que la reine n'a pas agi sous l'emprise de la peur car elle aime les Espagnols⁷². Il clame que le régiment n'a pas seulement

⁶⁸ Pribram, A.F., Lanwehr von Pragenau, M. édés., *Privatbriefe Kaiser Leopold...*, p. 408.

⁶⁹ « *La grandeza y poder del rey no esta en si mismo sino en la voluntad de los súbditos* », Saavedra Fajardo, Diego, de, *Idea de un principe política-cristiana en cien empresas*, op. cit., vol. II, p. 119.

⁷⁰ « *La seguridad del principe consiste en la inclinacion y amor de sus vassallos para con el* », Eugenio de Narbona, *Doctrina política-civil escrita por aforismos sacados de las doctrinas de los sabios y ejemplos de la experiencia*, Madrid, 1621, fol. 67v.

⁷¹ *Copia de papel de cierta persona religiosa que se precia mucho de política y estadista indiferente y desapasionada*, BNM, ms 8347, fol. 142r.

⁷² *Manifiesto que la reyna gobernadora mando formar y publicar contra don Juan de Austria; valiendose de las mismas palabras con que este escribio la primera carta desde Consuegra bolviendolas contra el*, BNM, ms 8346, fol. 149v-150r.

vocation à protéger Nithard mais aussi à veiller à la sécurité des fidèles sujets et que la reine a agi de la sorte parce que la furie de don Juan ne laissait pas d'autre option. En somme, une telle mesure traduirait une détermination implacable en vue de faire triompher la justice. Rien de commun donc, selon l'auteur, avec un réflexe obsidional trahissant un manque de confiance en soi et en la loyauté des Espagnols, susceptible d'entraîner une guerre civile.

Cet argumentaire nous signale une autre dimension du litige : les Espagnols s'estiment blessés par la défiance d'une reine pour son peuple. Encore une fois, ils placent au cœur du problème l'amour pris comme essence du lien social et comme puissance d'agrégation du corps politique. Le mécanisme de cohésion sociale est le suivant : l'amour du roi pour ses sujets alimente sa volonté de vouloir le juste et de travailler au bien commun. Il provoque en retour l'amour des sujets envers leur souverain, instaurant un cercle vertueux animé par une double dynamique. L'amour des Espagnols est une matrice de paix sociale, assurant l'obéissance de tout un chacun et partant, l'articulation harmonieuse des membres du corps politique. Mais il est aussi le déclencheur d'une volonté d'émulation du souverain vertueux de sorte que, selon une logique spéculaire, l'exemple d'excellence que livre le prince inspire la vertu chez ses sujets, activant un mécanisme plus puissant que la force et que l'autorité des lois. Pour Pedro de Navarra y de la Cueva : « L'amendement des sujets s'obtient mieux par l'exemple des vertus du prince que par des textes, des lois, des armes et des soldats »⁷³.

Le topique de l'amour unissant le roi à ses sujets comme ciment de la monarchie résonne à contre-emploi dans des rumeurs transmises par la comtesse d'Aulnoy longtemps après l'épisode du renvoi de Nithard. Ces bruits attestent de la vigueur du sentiment qu'ont les Espagnols d'être haïs par leur souveraine. La comtesse, de voyage à Madrid, rapporte qu'on affirmait du temps des événements que « la reine détestait tellement les Espagnols qu'elle n'a consenti à renvoyer Nithard qu'après l'avoir naturalisé Espagnol »⁷⁴. On comprend pourquoi, pour les juanistes, le péril d'une désagrégation du corps politique surgit non plus comme la conséquence d'une *stasis* fomentée par un rebelle, mais comme le produit de la tyrannie de la régente.

III- Un transfert de légitimité dans une monarchie d'Ancien Régime ? L'impossible désobéissance

L'insistance avec laquelle les acteurs des deux partis avancent l'idée d'un « transfert d'autorité » de Mariana vers don Juan ainsi que d'un « report d'affection » suggère, en arrière plan,

⁷³ « *La reformacion de los subditos mas se consigue con virtudes del principe que con documentos, leyes, armas y soldados* », *ibid.*, Navarra y de la Cueva, de, Pedro, *op. cit.*, fol. 42v.

⁷⁴ Madame d'Aulnoy, *Mémoires de la cour d'Espagne*, in García Mercadal, José, éd., *Viajes de Extranjeros por España y Portugal*, Madrid, Aguilar, 1959, t. II, p. 1115.

le déplacement du centre de légitimité, au sens de principe d'autorité et d'obéissance, d'un acteur à l'autre. Voyons précisément ce qu'il en est.

1- Un transfert d'autorité et un « report d'affection » en faveur de don Juan : un transfert de légitimité ?

Les péripéties qui entourent l'élaboration de la consulte du Conseil de Castille datée du 19 novembre 1668⁷⁵ montrent comment le camp du prince parvient à faire passer au second plan un texte qui prend ses distances à son égard et jette le discrédit sur les institutions en place. À la mi-novembre, don Juan devient plus menaçant tandis que se profile le spectre d'une guerre civile. La consulte du Conseil de Castille ne le condamne pourtant pas directement mais prône une réconciliation avec Nithard et propose que le « fugitif » quitte la Catalogne où sa présence constitue un danger et retourne sans délai dans sa demeure de Consuegra d'où ses mouvements seront mieux surveillés. Or la publication du vote d'un des ministres, Antonio de Contreras⁷⁶, qui soutient ouvertement don Juan et profère une diatribe sévère contre le jésuite, coupe court à l'exultation des nithardistes⁷⁷. Ce vote d'Antonio de Contreras, suivi dans son option politique par d'autres ministres, brise le monolithisme des conseils qui, en position de juge suprême, devaient présenter le visage de l'unanimité. Plus grave, le vote de Contreras est largement diffusé, jetant la lumière sur la désunion des conseillers et la paralysie des conseils, ce qui accroît le discrédit des institutions⁷⁸. Le changement du circuit de diffusion (le passage à un régime de publicité) modifie la nature de ces textes en les dépouillant de leur rôle d'arbitrage impartial pour les intégrer à la querelle et en faire des textes subversifs.

L'entreprise se révèle d'autant plus pernicieuse qu'elle ouvre le champ à tout un éventail de manipulations. Le vote de Contreras fait tant de bruit qu'il occulte quelque peu la *Lettre des ministres de la Junte de gouvernement en réponse à celle de monsieur de don Juan écrite à Torre de Lledó* qui, si elle ne préconise rien de concret, se montre solidaire de Nithard et de la reine et accuse don Juan de mettre en danger la stabilité de la monarchie par son agitation incessante⁷⁹. Par ailleurs, à la fin de 1669, certains imprimeurs juanistes narrant la querelle opposant don Juan à Nithard omettent de publier la consulte du Conseil de Castille pour mieux diffuser le discours justificatif prononcé par Antonio de Contreras au moment de son vote, accompagné d'une entrée en matière

⁷⁵ *Consulta que el consejo Real de Castilla hizo a la Reyna nuestra señora en 19 de noviembre de 1668 sobre las cartas del señor don Juan y duque de Osuna*, BNM, ms 8349, fol. 10v-14r.

⁷⁶ *Voto singular de Antonio Contreras*, BNM, ms 11.158, fol. 137r-143v.

⁷⁷ *Papel que hace diversos reparos sobre la consulta del consejo real*, BNM, ms 8349, fol. 14v-20r.

⁷⁸ Un gazetier évoque ainsi la mise en circulation du vote de Contreras : « Il mit son vote par écrit, qui fut singulier ; et après l'avoir envoyé à la reine, il le diffusa à la cour, et tous en firent grand cas », [« *Manifestando su voto por escrito, que fue singular ; y assi despues de averle enviado a la Reyna nuestra señora, se esparcio el la Corte, Haziendo todos grande estimacion del* »], BNM, R-38.033, fol. 34v.

⁷⁹ BNM, ms 8359, fol. 290r-292r. Cette lettre paraît le 25 novembre 1668.

élogieuse. On lit sous la plume rageuse d'un partisan du *valido* de Mariana : « Un gazetier, omettant la consulte du conseil, a inséré dans sa gazette au verso de la page 34 le maudit vote de don Antonio de Contreras »⁸⁰. Tout le bénéfice que le jésuite aurait pu tirer de la consulte se voit annihilé par la publication-écran du vote de Contreras. Il est symptomatique que des ripostes au texte de Contreras aient été rédigées non pas sur le coup mais à la fin de l'année 1669, montrant ainsi la force de l'impact de cet écrit soutenant le prince qui fait encore parler de lui plusieurs mois après le renvoi du jésuite⁸¹. Les écrits juanistes parviennent ainsi à minorer l'impact des textes émanant du pouvoir. Les clivages internes aux institutions qui comptent leur lot de juanistes brouillent les frontières de ce qu'on peut qualifier de légitime.

2- L'absence de légitimité concurrentielle dans la monarchie espagnole

Assiste-t-on, pour autant, à un déplacement du centre de légitimité ? En 1669, l'autorité et la légitimité de la régente connaissent une crise. Cependant, le soin que prend don Juan à ne jamais entrer en désobéissance ouverte atteste de la faiblesse d'une lecture qui verrait dans un transfert de légitimité la clef du dénouement. Mariana demeure la détentrice légale et légitime du pouvoir le temps de la minorité de Charles II en vertu du testament. Elle n'est pas reine, mais régente en tant que mère du futur souverain. Oublier cette donnée interdit de comprendre l'enchaînement des événements pour trois raisons. D'une part, le statut d'une Mariana, nullement destinée à prendre en mains, définitivement ou totalement, les rênes du pouvoir la rend plus vulnérable aux critiques de la dissidence. Car, bien que du sang Habsbourg coule dans ses veines, elle n'occupe pas la place si particulière dévolue au souverain incarnant, à lui seul, la majesté et l'excellence d'une dynastie⁸² : elle n'exerce le pouvoir que par délégation, en partage avec la Junte de gouvernement. Mais en contrepartie, et c'est le second point, on ne peut pas exiger d'elle la perfection attendue du digne dépositaire de la couronne. Enfin, le gouvernement de Mariana est par nature un gouvernement de transition qui n'entame pas le prestige du futur héritier de la monarchie toujours intouchable. Ce gouvernement connaîtra donc nécessairement un terme sans que ses « imperfections », en grande partie dues aux problèmes d'interprétation que soulève le testament, ne méritent qu'on embrase une guerre civile où personne ne trouverait son compte.

⁸⁰ « *Un gazetista lisonjero, omitiendo la consulta del consejo, inserto en su Gazeta a folio 34, Plana 2 este voto de don Antonio Contreras* », BNM, ms 8349, fol. 24r.

⁸¹ *Notas y reparos que cierto cortesano hizo al voto singular de Don Antonio de Contreras*, BNM, ms 8349, fol. 23v-48r ; *Notas y reparos sobre el voto singular de don Diego, don Ribera, don Jil de Castejón, don Fernando Pañagua y don Sebastian Infante, hecho en el consejo de 19 de noviembre de 1668*, BNM, ms 8349, fol. 48v-55r.

⁸² Ce qui n'empêche nullement le souverain d'essuyer des critiques : Bouza Alvarez, Fernando, « *Servidumbre de la soberana grandeza. Criticar al rey en la corte de Felipe II* », in Alvar Ezquerro, Alfredo, coord., *Imágenes históricas de Felipe II*, Madrid, Centro de Estudios Cervantinos, 2000, p. 141-179.

En effet, la diversité et le nombre des acteurs individuels ou collectifs (Conseil de Castille et Junte de gouvernement) animés d'ambitions contradictoires et dont certains soutiennent le prince, non sans arrière-pensées, expliquent la mise en place d'un système polynucléaire qui condamne à l'immobilisme. On atteint pourtant un point limite où le système de régence menace d'imploser.

3- L'impossible désobéissance

Dans l'Espagne de 1669, puisqu'il n'y a pas de légitimité concurrente, l'illégalité n'est pas de mise. C'est pourquoi don Juan n'entre jamais en désobéissance ouverte mais jongle avec les mots pour élargir au maximum sa marge d'action sans dépasser un certain seuil de tolérance. Toutes les actions du prince finissent par être validées par Mariana, explicitement ou non. L'interprétation gagne en cohérence quand on considère la question de la guerre civile, de son illégalité et de son illégitimité. L'étude de l'hétérogénéité du parti juaniste montre qu'on ne saurait parler, à ce propos, de révolution avortée au sens de soulèvement général véhiculé par la pensée d'un nouvel ordre social. Il s'agit plutôt d'un élément de la négociation au fort pouvoir dissuasif ! Cette absence de légitimité concurrentielle qui interdit de parler de coup d'État, est confirmée par la place accordée à la mobilisation de l'opinion⁸³. Certes, don Juan innove avec ses guerres de plumes, mais le soutien de l'opinion ne lui confère aucune légitimité pour s'emparer du pouvoir. L'épisode du mécontentement soulevé contre la *Chamberga* le montre. Don Juan tente d'instrumentaliser ce mouvement d'opinion à un moment où les négociations stagnent et où il perd du terrain après avoir renvoyé son escorte. Dans la lettre adressée à Mariana le 5 mai 1669 il redevient menaçant, se posant en porte-parole des Espagnols par la reprise à son compte des arguments déployés par la municipalité de Madrid et par le Conseil de Castille contre le régiment⁸⁴. Cette stratégie qui mise aussi sur la peur engendrée par la crainte d'un soulèvement lui permet d'augmenter le degré de ses exigences. Mais la réponse inflexible de Mariana stoppe net la tentative⁸⁵. Le prince se soumet platement et ne se manifeste que très peu jusqu'à l'été où il accepte sa nomination par la reine en Aragon, alors même que le mouvement d'opinion contre la *Chamberga* enfle⁸⁶. Comment interpréter ce retournement ? On peut dire que la mobilisation de publics par don Juan relève de l'action dont elle constitue une modalité redoutable, sans pour

⁸³ Sur ce point, on pourra consulter : Hermant, Héloïse, « L'échec du « coup d'État » de don Juan José de Austria en 1669 ou les illusions de la reconstruction historiographique », Bock, Fabienne, Bühner-Thierry, Geneviève, Alexandre, Stéphanie, coords., *L'Échec en politique, objet d'histoire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 289-306.

⁸⁴ BNM, R-3437, fol. 64r-65v.

⁸⁵ *Semanario Erudito*, t. IV, p. 199-200.

⁸⁶ BNM, ms 18.209, fol. 105v.

autant conférer de légitimité. Une certitude, don Juan n'est pas « adoubé » par le peuple qui reste un « *monstruo* »⁸⁷.

4- Qui parle ? Publicité, public, élites politiques

On le voit, dans la question de la légitimité, le statut de l'espace de publicité, les contours que l'on alloue au public politique considéré légitime, la forme et la place des discours ayant vocation à « légitimer » et le problème de l'adhésion des sujets apparaissent intimement liés. Le « public » désigne à la fois un ensemble de corps formant la société et ce qui relève du bien commun, ce qui assimile l'espace de publicité à un espace dévolu à la publication de ce qui est nécessaire à la bonne marche du bien commun. Seuls les écrits qui semblent souscrire à ce principe apparaissent légitimes. Dans la pratique, cet espace de la bonne publicité renvoie à l'exaltation des ordres de la monarchie, ce qui fragilise le statut des textes visant à critiquer le pouvoir. De fait, ceux-ci ne disposent d'aucun rouage d'expression prévu à cet effet. Les textes contestataires doivent donc se plier en apparence à cet « ordre du discours » qui les modèle en creux, pour mieux le phagocyter. Par ailleurs, contrairement à la France indélébilement marquée par le chaos des guerres de religion, aucune dialectique entre État et société n'opère dans le monde hispanique pour la simple raison que l'État renvoie à une union organique entre le roi et ses sujets⁸⁸. Dans la monarchie de Charles II, où un régime de l'incarnation et non de la représentation prévaut, on ne saurait parler d'une somme d'individus-atomes représentés par des gouvernants. Il faut plutôt évoquer un ensemble de corps, chacun d'entre eux incarné par des élites, et l'ensemble étant à son tour incarné par le roi qui seul assure la cohésion et la cohérence d'un tel dispositif organique. Ce paramètre invalide les oppositions État/société civile, gouvernants/gouvernés – mais pas le clivage élites/*vulgus* dont l'assemblage forme le *populus*.

Il apparaît dès lors que seules les élites qui incarnent des corps sociopolitiques jouissent d'une parole légitime qui les dote d'une autorité dans l'espace de publicité voué au service du roi. Le *vulgus* n'a pas voix au chapitre car les élites sont censées pleinement l'incarner. C'est pourquoi un discours ne peut « créer » de légitimité *ex nihilo* par la seule force des arguments ; il peut à la rigueur capter une autorité préexistante et se rendre admissible en adoptant la forme du conseil. En 1668-1669, don Juan ne rédige pas des écrits visant à convaincre le plus grand nombre

⁸⁷ C'est pourquoi on peut s'interroger sur l'adéquation, pour décrire l'épisode, des termes de *caudillo* ou de plébiscite voire de « campagne électorale » qu'emploie Josefina Castilla Soto dans son ouvrage *Don Juan José de Austria (hijo bastardo de Felipe IV): Su labor política y militar*, Madrid, UNED, 1992.

⁸⁸ Schaub, Jean-Frédéric, « L'histoire politique sans l'État : mutations et reformulations », in *Historia a debate*, Saint-Jacques de Compostelle, Carlos Barros, éd., 1995, p. 217-234.

possible d'Espagnols de la légitimité de sa cause, il vise à canaliser la légitimité des conseillers en les mobilisant autour de la défense occulte de leurs intérêts catégoriels sous couvert d'une lutte pour le bien commun, afin d'opposer cette légitimité à celle de la reine et de son *valido*. Ce travail est complété par une vaste entreprise d'agitation en direction notamment des couches populaires, où les juanistes recourent certes aux libelles mais surtout au lancement de rumeurs. Il s'agit de mieux convaincre les conseillers de l'inéluctabilité du renvoi de Nithard tout en effrayant la régente.

Aussi convient-il de dissocier la question de la légitimité du problème du consentement des sujets – on repoussera le terme de gouvernés – tant pour le roi qui, dans l'exercice quotidien de son pouvoir, n'a en aucune façon à faire valider ses décisions, que pour les « chercheurs de légitimité ». En revanche, les sujets peuvent émettre des consultes pour signifier au souverain leurs justes remontrances et engager par ce geste une négociation entre les deux parties. Seuls les moments de crise, où la protestation gronde et fait planer le spectre de la *stasis*, entraînent des réajustements pragmatiques où les revendications les plus criantes sont entendues par le roi et ont des effets sans passer par les canaux juridictionnels ordinaires.

*

*

*

On l'aura compris, dans la monarchie espagnole du XVII^e siècle, la légitimité n'a rien d'une notion abstraite pas plus qu'elle ne se laisse réduire à un catalogue d'axiomes. C'est pourquoi notre enquête a commencé par l'examen des phénomènes de (dé)légitimation que la crise de la régence invitait à capter sur le vif. Notre étude de la majesté a montré que la légitimité était un processus renvoyant à ce qui assure la cohésion harmonieuse du corps mystico-sociopolitique, corps qui se décrit moins qu'il ne s'éprouve. Au fil de la guerre de plumes, don Juan se présente moins comme un défenseur du bien commun que comme l'incarnation du corps sociopolitique. *A contrario*, Mariana est désignée comme le ferment de dissolution de ce même corps sociopolitique. L'épisode de la marche fait office de pivot dans cette dynamique. Les démonstrations imprévues de liesse qui saluent le prince sont précisément ce qui lui permet de dépasser la posture de porte-parole des élites pour conquérir celle d'incarnation vivante et privilégiée du *populus*. Deux importantes conséquences découlent de la prise de conscience par tous de la force de ce public que don Juan n'avait pas cherché à solliciter au premier chef. D'une part, le prince met en scène cette mobilisation dans des textes à dimension tératologique visant à paralyser les autorités, mais l'utilise aussi dans un but de légitimation en oscillant subrepticement

du *vulgus* au *populus*. D'autre part et pour la première fois, don Juan prend en charge la revendication et les mécontentements de ce qu'il appelle le « peuple opprimé » en introduisant dans ses manifestes et ses libelles le thème de l'excès du poids des impôts et de la nécessité de leur meilleure répartition⁸⁹. Au sein de ce dispositif qui tend autant à faire croire aux autorités que le « peuple » soutient le prince - ce qui suppose que le « peuple » puisse être identifié par les élites comme destinataire de cette catégorie spécifique de libelles -, qu'à s'attacher ce nouveau public pour le mobiliser, don Juan publie des textes d'adhésion à la monarchie. L'horizon politico-culturel de l'Espagne n'en sort donc pas ébranlé car la démarche, pragmatique de bout en bout, ne vaut aucune légitimité à ce public né de la dynamique de la guerre de plumes. Cependant, parce que don Juan entretient l'ambiguïté, des jalons sont posés pour élaborer un possible précédent.

Enfin, l'assimilation du bien commun à l'incarnation articulée et harmonieuse du corps sociopolitique éclaire, par un autre biais, les contraintes qui corsettent l'action de personnages en quête de légitimité dans l'Espagne du XVIIe siècle. Tout d'abord, cette définition du bien commun interdit à don Juan de passer à la désobéissance ouverte en déclenchant une guerre civile et en même temps, elle explique pourquoi l'instauration de la *Chamberga* a soulevé tant de réprobation et pourquoi les ministres n'ont pas opté pour l'opposition militaire au prince en dépit d'un rapport de forces en leur faveur. Lorsqu'elle est respectée, une telle logique empêche de dissocier la fin des moyens et écarte le serpent de mer d'un remède plus pernicieux que le mal. Elle évite de placer en porte-à-faux avec leurs propres idéaux les tenants d'une certaine définition de la légitimité qui, pour la faire triompher, prennent le pouvoir – et/ou s'y maintiennent - par la violence en piétinant ces mêmes idéaux. Une telle aporie est fréquente dans les logiques putschistes. Dernier point, n'importe qui ne peut pas incarner le corps socio-politico-mystique. Dans ce que nous avons appelé « régime de l'incarnation », l'individu pris dans des chaînes de dépendances personnelles au sein d'un univers ordonné par la pensée de Dieu, ne peut être dissociée de son appartenance à un corps, conçu comme une personne caractérisée par son rang. Le rapport du singulier au collectif doit moins être appréhendé en termes de représentativité d'un cas, qu'en termes d'englobement. Ce n'est donc pas un « autre soi » qui pourra devenir le champion d'une cause générale mais un « plus grand que soi »⁹⁰. En somme, si l'entreprise de don Juan fonctionne, c'est parce qu'il est le bâtard légitimé de Philippe IV et qu'il a du sang royal. Seul ce statut confère un minimum de crédibilité à son entreprise. On voit ici en quoi notre objet ne

⁸⁹ Le cas est le plus net est le manifeste de Torrejón de Ardoz du 1^{er} mars 1669 : AHN, Estado, libro 912, fol. 214r-217v.

⁹⁰ Voir : Boltanski, Luc, Thévenot, Laurent, *L'Amour et la justice comme compétence*, Paris, Métailié, 1990. L'Espagne de Charles II correspond à ce que les auteurs désignent comme « monde domestique ».

coïncide qu'imparfaitement avec la notion contemporaine de « charisme » dont l'usage constituerait un anachronisme. Don Juan semble conscient de cette donnée structurelle. Dans une seconde guerre de plumes qui l'oppose quelques années plus tard au second *valido* de Mariana, Valenzuela, don Juan et ses hommes de plumes développent une étrange théorie des « trois corps du roi » selon laquelle « Carlos » ne redeviendra « Car-Sol » que s'il appelle son demi-frère au gouvernement⁹¹. La réunion des deux corps physiques de don Juan et de Charles sera seule capable de hausser le dernier Habsbourg au statut roi véritable en faisant advenir les principes corolaires de royauté et de majesté. La réussite de cette mystérieuse greffe repose sur le fait que le même sang circule dans les veines des deux acteurs.

⁹¹ Costa, Raimundo, *Oración panegírica en acción de gracias a la santísima trinidad de la gloriosa elección de la católica majestad de Nuestro Rey Carlos Segundo en la persona de su hermano el serenísimo príncipe el señor don Juan de Austria, en primer ministro de su dilatada monarquía*, 1677.